



# JOURNAL OFFICIEL

DE LA REPUBLIQUE TOGOLAISE

## LOIS ET DECRETS

ARRETÉS, DÉCISIONS, CIRCULAIRES, AVIS, COMMUNICATIONS, INFORMATIONS ET ANNONCES

PARAISANT LE 1<sup>er</sup> ET LE 16 DE CHAQUE MOIS A LOME

### ABONNEMENTS

Togo, France et autres Pays d'expression française	1 an	6 mois
Ordinaire	1.300 frs	800 frs
Avion	3.300 frs	1.700 frs
Etranger	1 an	6 mois
Ordinaire	1.600 frs	900 frs
Avion	3.750 frs	2.300 frs
Au comptant à l'imprimerie : 75 frs		
Par porteur ou par poste :		
Togo, France et autres Pays d'expression française	90 frs	
Etranger : Port en sus.		

Prix du  
numéro

### ABONNEMENTS ET ANNONCES

Pour les abonnements, annonces et réclamations s'adresser à l'EDITOGO  
B.P. 891 — Tél. : 37-18 — LOME.

Ils commencent par le premier numéro d'un mois et se terminent par le dernier numéro d'un des quatre trimestres.

Les abonnements et annonces sont payables d'avance.

### ANNONCES ET AVIS DIVERS

La ligne ..... 80 frs  
minimum ..... 250 frs

Chaque annonce répétée : moitié prix :  
minimum ..... 250 frs

Direction, Rédaction et Administration :  
Cabinet du Président de la République  
Téléphone 27-01 — LOME

## SOMMAIRE

### PARTIE OFFICIELLE

#### ACTES DU GOUVERNEMENT DE LA REPUBLIQUE TOGOLAISE

#### LOIS, DECRETS, ORDONNANCES, ARRETES ET DECISIONS

#### ORDONNANCES

1970

2 nov. — Ordonnance n° 23 portant ratification de la convention générale relative à la création d'une communauté économique du bétail et de la viande entre les Etats de l'entente	567
2 nov. — Ordonnance n° 24 portant adhésion au protocole de Genève concernant la prohibition d'emploi à la guerre de gaz asphyxiants, toxiques ou similaires et de moyens bactériologiques signé à Genève le 17 juin 1925	569
2 nov. — Ordonnance n° 25 portant modification de l'ordonnance n° 33 du 22 décembre 1969 portant loi de finances pour l'exercice 1970	569
5 nov. — Ordonnance n° 26 accordant une subvention supplémentaire du budget général au budget d'investissement et portant modification de l'ordonnance n° 33 du 22 décembre 1969 constituant loi de finances de l'exercice 1970 (1 <sup>er</sup> collectif 1970)	570
5 nov. — Ordonnance n° 27 portant annulation et ouverture de crédits au budget d'investissement	572

## DECRETS

1970

28 oct. — Décret n° 70-186 accordant une autorisation personnelle minière à M. René Vinot valable pour les substances de la 1 <sup>re</sup> catégorie sur toute l'étendue du territoire	575
30 oct. — Décret n° 70-187 portant réaménagement de quelques dispositions des statuts-types des SORAD	573
30 oct. — Décret n° 70-188 nommant M. Jamier Levy Théophile, licencié en droit, titulaire du certificat du centre national d'études judiciaires de Bordeaux — magistrat du 3 <sup>e</sup> grade de 2 <sup>e</sup> échelon	575
2 nov. — Décret n° 70-189 nommant M. Séma Arouna, ingénieur d'agriculture de 1 <sup>re</sup> classe 2 <sup>e</sup> échelon — directeur général de l'économie rurale	576
2 nov. — Décret n° 70-190 portant approbation du compte administratif de l'exercice 1969 de la commune de Sokodé	576
2 nov. — Décret n° 70-191 portant approbation du compte administratif de la circonscription de Sokodé, exercice 1969	576
2 nov. — Décret n° 70-192 portant approbation du budget additionnel de la commune de Sokodé, exercice 1970	576
2 nov. — Décret n° 70-193 portant approbation du budget additionnel de la circonscription de Sokodé, exercice 1970	576
2 nov. — Décret n° 70-194 portant approbation du budget additionnel de la commune de Tsévié, exercice 1970	576
2 nov. — Décret n° 70-195 portant approbation du compte administratif de l'exercice 1969 de la commune de Tsévié	576
2 nov. — Décret n° 70-196 portant approbation du compte administratif de la circonscription d'Aného, exercice 1969	576
2 nov. — Décret n° 70-197 portant approbation du budget additionnel de la circonscription d'Aného, exercice 1970	576

2 nov. — Décret	n° 70-198 portant approbation du compte administratif de la circonscription d'Atakpamé, exercice 1969 .....	576
2 nov. — Décret	n° 70-199 portant approbation du budget additionnel de la circonscription d'Atakpamé, exercice 1970 .....	577
2 nov. — Décret	n° 70-200 portant approbation du budget de l'Editogo, exercice 1971 .....	577
2 nov. — Décret	n° 70-201 portant approbation du bilan de l'Editogo, exercice 1969 .....	577
2 nov. — Décret	n° 70-202 portant nomination à titre exceptionnel et étranger dans l'Ordre du Mono .....	575
2 nov. — Décret	n° 70-203 portant modification des statuts de la société nationale pour le développement de la palmeraie et des huileries (SONAPH) .....	575
2 nov. — Décret	n° 70-204 portant nominations à titre exceptionnel et étranger dans l'Ordre du Mono .....	575

## ARRETES ET DECISIONS

### PRESIDENCE DE LA REPUBLIQUE

1970

28 oct. — Arrêté	n° 168-PR chargeant le ministre de l'éducation nationale de l'expédition des affaires courantes pendant l'absence du ministre du travail, des affaires sociales et de la fonction publique .....	577
Arrêté	portant désignation coutumière de régents .....	577

### MINISTERE DE L'INTERIEUR

1970

22 oct. — Arrêté	n° 99/INT relatif à la révision annuelle des listes électorales .....	577
22 oct. — Arrêté	n° 101/INT/STCS portant annulations et ouvertures de crédits au budget primitif de la circonscription de Dapango, exercice 1970 .....	578
27 oct. — Arrêté	n° 103-INT/STCS portant annulation et ouverture de crédits au budget primitif de la circonscription de Sotouboua, exercice 1970 .....	578
5 nov. — Arrêté	interministériel n° 3/INT/MF portant annulations et ouvertures de crédits au budget primitif de la circonscription d'Akposso, exercice 1970 .....	578
Arrêtés et décisions	portant inscription au tableau d'avancement, promotions, passages automatiques d'échelon, nomination et suspension de fonctions .....	578

### MINISTERE DES FINANCES, DE L'ECONOMIE ET DU PLAN

1970

27 oct. — Décision	n° 895-D/MFEP/F portant autorisation de paiement d'une somme au comptable du bureau d'études des postes et télécommunications d'Outre-Mer (BEPOM) .....	579
27 oct. — Décision	n° 896-D/MFEP/F portant autorisation de paiement d'une somme à l'agence de coopération culturelle et technique à Paris .....	579
28 oct. — Arrêté	n° 462/MFEP/MF/CR portant concession d'une pension militaire de retraite à M. Aguiar Lucas .....	580
28 oct. — Arrêté	n° 463/MFEP/MF/CR portant concession d'une pension militaire de retraite à M. Kombaté Kolani .....	580
28 oct. — Arrêté	n° 464/MFEP/MF/CR portant concession d'une pension militaire de retraite à M. Homawoo Emmanuel .....	580
28 oct. — Arrêté	n° 465/MFEP/MF/CR portant concession de pensions aux ayants-cause de M. Mensah Robert .....	580
28 oct. — Arrêté	n° 466/MFEP/MF/CR portant concession d'une pension de retraite à M. Bessi Gabriel .....	580
28 oct. — Arrêté	n° 467/MFEP/MF/CR accordant des allocations familiales à M. Kampo Poro Norbert .....	580
28 oct. — Arrêté	n° 468/MFEP/MF/CR portant concession d'une pension militaire de retraite à M. Miya Laurent .....	580

28 oct. — Arrêté	n° 469/MFEP/MF/CR portant concession de pensions aux ayants-cause de M. Banda James .....	580
28 oct. — Arrêté	n° 470/MFEP/MF/CR portant concession d'une pension militaire de retraite à M. Agbonou Christophe .....	581
28 oct. — Arrêté	n° 471/MFEP/MF/CR portant concession de pensions aux ayants-cause de M. Mesan Nouchet Augustin .....	581
28 oct. — Arrêté	n° 472/MFEP/MF/CR portant concession de pensions aux ayants-cause de M. d'Almeida Benoit .....	581
28 oct. — Arrêté	n° 474/MFEP/MF/CR portant concession d'une pension militaire de retraite à M. Nabyou Abalo .....	581
28 oct. — Arrêté	n° 475/MFEP/MF/CR portant concession d'une pension militaire de retraite à M. Adandogou Antoine .....	581
28 oct. — Arrêté	n° 476/MFEP/MF/CR portant concession d'une pension militaire de retraite à M. Ayassor Agoliba .....	582
28 oct. — Arrêté	n° 477/MFEP/MF/CR portant révision de la pension de retraite de M. Tétékpli Kagni Jean .....	582
28 oct. — Arrêté	n° 478/MFEP/MF/CR portant concession d'une pension militaire de retraite à M. Tagba Félix .....	582
28 oct. — Arrêté	n° 479/MFEP/MF/CR portant concession d'une pension militaire de retraite à M. Kessira Michel .....	582
28 oct. — Arrêté	n° 480/MFEP/MF/CR portant concession d'une pension militaire de retraite à M. Aloï Pahame .....	583
28 oct. — Arrêté	n° 481/MFEP/MF/CR portant concession d'une pension militaire de retraite à M. Lamboni Tandjomé .....	583
28 oct. — Arrêté	n° 482/MFEP/MF/CR portant octroi des allocations familiales à M. Bodjolle Emmanuel .....	583
28 oct. — Arrêté	n° 483/MFEP/MF/CR portant révision de la pension de retraite de M. Fakambi Jean .....	583
2 nov. — Décision	n° 913-D/MFEP/F portant autorisation de paiement d'une somme à la compagnie industrielle du Bénin (C.I.B.) ....	579
Arrêtés	portant mise en débet et approbation de rôles ....	583

### MINISTERE DE L'EDUCATION NATIONALE

1970

2 nov. — Décision	n° 215-D/MEN fixant les dates des congés scolaires pour l'année scolaire 1970-71 .....	586
Décision	portant admission aux concours de recrutement à l'école normale supérieure .....	586

### MINISTERE DU TRAVAIL, DES AFFAIRES SOCIALES ET DE LA FONCTION PUBLIQUE

Arrêtés et décisions	portant intégrations, titularisations, passages automatiques d'échelon, engagements, classement, admission au concours d'entrée à l'ENA, admission au concours de recrutement de préposés des douanes, radiation, réengagement, incarcérations, sanction disciplinaire et révocation .....	587
----------------------	--	-----

### MINISTERE DE LA SANTE PUBLIQUE

Décision	portant admission en 1 <sup>re</sup> année des écoles paramédicales (promotion 1970-72) .....	591
----------	---	-----

### MINISTERE DE L'INFORMATION, DE LA PRESSE ET DE LA RADIODIFFUSION

1970

5 nov. — Arrêté	n° 1-Minfo portant création d'un périodique .....	591
-----------------	---	-----

## TEXTES PUBLIES A TITRE D'INFORMATION

### MINISTERE DU COMMERCE, DE L'INDUSTRIE ET DU TOURISME

1970

27 oct. — Arrêté	n° 709-MCIT accordant l'exclusivité à l'importation des cigarettes BATC .....	592
------------------	---	-----

## PARTIE NON OFFICIELLE

### AVIS, COMMUNICATIONS ET ANNONCES

Conservation de la propriété foncière (Avis de demande d'immatriculation) .....	592
Récépissé de déclaration d'Association (Les carriers de Klouto) .....	594
Récépissé de déclaration d'Association (Union des ressortissants d'Agomé-Glozon) .....	594

## PARTIE OFFICIELLE

### ACTES DU GOUVERNEMENT DE LA REPUBLIQUE TOGOLAISE

#### LOIS, DECRETS, ORDONNANCES, ARRETES ET DECISIONS

#### ORDONNANCES

*ORDONNANCE N° 23 du 2-11-70 portant ratification de la convention générale relative à la création d'une communauté économique du bétail et de la viande entre les Etats de l'entente.*

#### LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,

Vu l'ordonnance n° 1 du 14 janvier 1967 portant abrogation de la constitution ;  
Vu les ordonnances n°s 15 et 16 du 14 avril 1967 portant désignation du président de la République et formation du gouvernement ;  
Vu la convention portant création d'une communauté économique du bétail et de la viande entre les Etats de l'entente signée à Abidjan le 19 mai 1970 ;  
Le conseil des ministres entendu,

#### ORDONNE :

Article premier — Est ratifiée par la République togolaise la convention portant création d'une communauté économique du bétail et de la viande entre les Etats de l'entente signée à Abidjan le 19 mai 1970 par le Togo.

Art. 2 — La présente ordonnance sera exécutée comme loi de la République togolaise.

Lomé, le 2 novembre 1970

Gal. E. Eyadéma

N° 10/CE/FONDS/C.A./70

#### CONVENTION PORTANT CREATION D'UNE COMMUNAUTE ECONOMIQUE DU BETAIL ET DE LA VIANDE ENTRE LES ETATS DE L'ENTENTE

Le Gouvernement de la République de Côte d'Ivoire

Le Gouvernement de la République du Dahomey

Le Gouvernement de la République de la Haute-Volta

Le Gouvernement de la République du Niger

Le Gouvernement de la République togolaise

— Considérant les liens qui les unissent au sein du Conseil de l'Entente

— Désireux d'assurer la promotion économique de leurs pays respectifs et particulièrement du monde rural

— Soucieux d'assurer à leurs populations la satisfaction des besoins alimentaires particulièrement en matière d'alimentation carnée

— Constatant les interdépendances qui existent entre les pays membres de l'Entente et entre eux et leurs voisins sur le plan du commerce du bétail et de la viande, et sur le plan de la production et de la santé animale

— Conscients de l'efficacité que peut avoir en la matière une coopération internationale dans un cadre régional.

Affirment par la présente convention leur volonté commune de coopérer entre eux et de négocier en commun avec leurs voisins, avec l'Organisation Commune Africaine et Malgache dont ils constituent une sous-région et avec l'extérieur en général, pour les problèmes touchant à la production, à la transformation et à la commercialisation du bétail et de la viande.

A cet effet ils sont convenus des dispositions ci-après :

Article premier — Les hautes parties contractantes constituent par la présente convention une Organisation appelée Communauté Economique du Bétail et de la Viande des Etats de l'Entente ci-après dénommée Communauté.

Art. 2 — La Communauté a pour objet de promouvoir en commun dans un cadre régional la production et la commercialisation du bétail et de la viande :

- à l'extérieur de leurs frontières respectives
- entre pays membres
- entre pays membres et pays tiers, limitrophes ou non, notamment ceux groupés au sein de l'O.C.A.M.

Art. 3 — La Communauté sera matérialisée par une série d'accords successifs qui seront passés :

- 1°/ — entre les Etats membres
- 2°/ — entre les Etats membres et d'autres sujets de droit.

Ces accords pourront être :

- des accords de coopération technique
- des accords commerciaux
- des accords de paiement
- des accords de financement
- des accords d'harmonisation des législations :
  - douanières
  - fiscales
  - professionnelles
  - sanitaires
  - et du crédit bancaire

L'ensemble des accords passés et la présente convention constitueront la charte de la Communauté.

Celle-ci doit aboutir à la création d'un véritable marché commun du bétail et de la viande entre les Etats membres.

Art. 4 — Peuvent être admis en qualité d'« Associés » à la Communauté », sur leur demande :

1°/ Des Etats non membres du Conseil de l'Entente, désireux de bénéficier des avantages de la Communauté et qui négocient à cet effet des accords avec elle ;

2°/ Des Etats non membres du Conseil de l'Entente, ou des Organismes internationaux qui, sans avoir à en bénéficier, sont désireux de participer à titre bénévole à l'édification de la Communauté, par la fourniture d'une aide en personnel, en nature ou en espèces.

Les « Associés » sont représentés aux réunions du Conseil des Ministres prévues à l'article 7 de la présente convention par un délégué ayant voix consultative.

Art. 5 — Le maintien d'une partie contractante dans la Communauté est subordonné à l'observance des obligations découlant des accords prévus à l'article 3 de la présente convention, au versement de la contribution au fonctionnement de la Communauté et à la fourniture des données statistiques.

En cas de défaillance grave et prolongée, l'Etat membre peut être exclu de la Communauté.

Art. 6 — Les organes de la Communauté sont :

- le Conseil des Ministres
- le Secrétariat Exécutif

Art. 7 — L'organe suprême de la Communauté est le Conseil des Ministres des Etats membres.

Il est composé de deux Ministres par Etat membre ou leurs représentants dûment mandatés ; l'un de ces ministres est celui chargé des problèmes de production et de santé animale. L'autre est celui chargé des problèmes commerciaux et des Affaires Economiques. Il est présidé à tour de rôle pour une période de deux ans.

Il se réunit au moins une fois par an, sur convocation de son président.

Les convocations aux réunions du Conseil sont adressées au moins un mois avant la date de ces réunions.

Elles sont accompagnées d'un ordre du jour arrêté par le président, ainsi que des rapports de présentation concernant les questions soumises à l'examen du Conseil des Ministres.

Art. 8 — Le Conseil définit la politique générale et fixe les contributions des Etats membres.

Il veille à l'exécution de ses directives.

Il signe les accords prévus à l'article 3 quand ces accords concernent l'ensemble des Etats membres de la Communauté.

Art. 9 — Les décisions du Conseil sont prises à l'unanimité de ses membres. Elles sont notifiées par son président au secrétaire exécutif. Les points litigieux sont soumis à la plus proche conférence des chefs d'Etats du Conseil de l'Entente.

Art. 10 — Toute délibération du Conseil fait l'objet d'un procès-verbal.

Art. 11 — Le Conseil rend compte de ses activités à la conférence des chefs d'Etats du Conseil de l'Entente.

Art. 12 — Le Conseil ne peut valablement délibérer que si tous les Etats membres sont présents ou représentés.

Art. 13 — Le Secrétariat exécutif a pour rôle de permettre la mise en place d'un marché commun du Bétail et de la Viande entre les Etats membres et associés de la Communauté, et à cet effet :

- de recueillir, tant, à l'extérieur qu'à l'intérieur de la zone toute information jugée utile sur la physionomie et l'évolution du marché du bétail et de la viande ;

- de normaliser et de centraliser les données statistiques que lui fourniront les Etats sur :

- le cheptel et les productions animales ;
- les mouvements commerciaux à travers et à l'intérieur des frontières ;

- l'évolution de l'offre et de la demande ;
- les prix pratiqués aux divers stades et leur mode de formation ;

- les coûts intermédiaires et notamment les coûts de transport ;

- les marges bénéficiaires des professions intéressées ;
- la situation sanitaire, etc..

- de synthétiser cette information et de la diffuser auprès des intéressés ;

- de coordonner les programmes d'éradication des épizooties ;

- d'exploiter les données recueillies et d'en tirer les enseignements sous forme de propositions concrètes de programmes d'amélioration à soumettre au Conseil.

Ces programmes porteront notamment sur l'amélioration des conditions de commercialisation :

- par des mesures d'adaptation et d'harmonisation ;
- des législations douanières, fiscales et sanitaires ;

- de l'organisation des professions intéressées ;
- de la prophylaxie ;

- par la mise en place des équipements nécessaires ;
- postes sanitaires, marchés, abattoirs ;

- par la promotion du crédit bancaire ;

- par des accords commerciaux et des accords de paiements.

La présente liste des activités du Secrétariat n'est pas limitative. Les parties contractantes se réservent la possibilité de décider de lui confier toute étude, ou même toute intervention, qu'elles jugeraient utile entrant dans l'objet de la présente convention.

Elles conviennent toutefois de limiter ses attributions à l'exécution d'études ou d'interventions décidées conjointement et à l'élaboration de programmes et de propositions, sans lui attribuer d'autorité d'aucune sorte sur les Gouvernements. Les décisions qui découlent de ces propositions sont prises par chaque Gouvernement en ce qui concerne les aménagements intérieurs aux Etats et d'un commun accord par les Gouvernements intéressés lorsqu'il s'agit d'accords inter-Etats.

Art. 14 — Le Secrétariat est installé à Ouagadougou.

Il peut être transféré à tout moment dans un autre Etat membre de la Communauté.

Art. 15 — Le Secrétariat est administré par un secrétaire exécutif nommé par la Conférence des chefs d'Etats du Conseil de l'Entente sur proposition du Conseil des Ministres. Il est mis fin à ses fonctions dans les mêmes conditions.

Art. 16 — Le secrétaire exécutif tient ses pouvoirs d'une délégation du Conseil.

Art. 17 — Le secrétaire exécutif assure sous l'autorité et le contrôle du président du Conseil le fonctionnement du Secrétariat. Il est responsable devant le Conseil de l'exécution des décisions de ce dernier.

Il a sous ses ordres l'ensemble du personnel du Secrétariat.

Il procède au recrutement et au licenciement des cadres subalternes, employés et ouvriers. Il exécute le budget de la Communauté sous le contrôle d'un contrôleur financier.

Il est considéré comme fonctionnaire international et, à ce titre, jouit du statut diplomatique.

Art. 18 — Le président du Conseil nomme les cadres supérieurs du Secrétariat parmi les candidats présentés par les Etats membres. Il met fin à leurs fonctions.

Ces cadres supérieurs devront être des techniciens de haut niveau compétents et expérimentés dans les disciplines correspondant aux programmes de travaux arrêtés par le Conseil qui fixe leur nombre et leur qualification.

Ils sont placés sous l'autorité du secrétaire exécutif dont ils reçoivent les ordres et auxquels ils rendent compte de leur exécution.

Art. 19 — Les traitements du secrétaire exécutif et des cadres supérieurs sont fixés par le Conseil.

Art. 20 — Les cadres subalternes, les employés et les ouvriers, sont recrutés par le secrétaire exécutif et placés sous son autorité. Ils sont soumis au code de travail en vigueur dans le pays où ils exercent leur activité.

Ils n'ont pas la qualité de fonctionnaires internationaux et ne jouissent pas du statut diplomatique.

Leur nombre est fixé par le Conseil lors de l'établissement du budget.

Art. 21 — Chaque Etat membre ou associé désigne au sein de ses services compétents un fonctionnaire, de préférence un docteur-vétérinaire, comme correspondant du Secrétariat chargé notamment de rassembler et de transmettre à celui-ci les renseignements statistiques, de recevoir et de diffuser les informations par le Secrétariat.

Ce correspondant n'est pas membre du Secrétariat et n'est pas rémunéré par lui.

Art. 22 — Tout Etat africain indépendant et souverain, membre du Conseil de l'Entente, peut notifier au président en exercice de la Conférence des chefs d'Etat, son intention d'adhérer à la présente convention.

Celui-ci saisi de cette demande, en informe tous les membres. L'admission est décidée à l'unanimité des membres de la Communauté.

Cette décision est communiquée par le président en exercice de la Conférence des chefs d'Etat à l'Etat intéressé.

Art. 23 — Tout Etat qui désire se retirer de la Communauté, en informe par écrit le président en exercice de la Conférence des Chefs d'Etat.

Notification en est faite par celui-ci aux autres Etats membres.

Une année après ladite notification, la présente convention cesse de s'appliquer à cet Etat qui, de ce fait, n'appartient plus à la Communauté.

Art. 24 — La présente convention peut être amendée ou révisée si un Etat membre adresse à cet effet une demande écrite au président en exercice de la Conférence des chefs d'Etat.

Celui-ci en avise les autres Etats membres.

L'amendement ne prend effet que lorsqu'il est approuvé à l'unanimité par la Conférence des chefs d'Etat.

Art. 25 — La présente convention sera ratifiée ou approuvée par les Etats signataires conformément à leurs procédures constitutionnelles respectives.

L'instrument original sera déposé auprès du Gouvernement de la République de Haute-Volta qui transmettra les copies certifiées conformes de ces documents à tous les Etats signataires.

Les instruments de ratification ou d'approbation seront déposés auprès du Gouvernement de la Haute-Volta qui en notifiera le dépôt à tous les Etats signataires.

Art. 26 — La présente convention entrera en vigueur un mois après que tous les Etats signataires auront déposé auprès de la République de la Haute-Volta leurs instruments de ratification ou d'approbation.

Fait à Abidjan, le 19 Mai 1970

Pour le Gouvernement  
de la République de Côte d'Ivoire  
Félix HOUPHOUET-BOIGNY

Pour le Gouvernement  
de la République du Dahomey  
Hubert MAGA

Pour le Gouvernement  
de la République de Haute-Volta  
Sangoulé LAMIZANA

Pour le Gouvernement  
de la République du Niger  
Hamani DIORI

Pour le Gouvernement  
de la République du Togo  
Etienne EYADEMA

*ORDONNANCE N° 24 du 2-11-70 portant adhésion au protocole de Genève concernant la prohibition d'emploi à la guerre de gaz asphyxiants toxiques ou similaires et de moyens bactériologiques signé à Genève le 17 juin 1925.*

LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,

Vu l'ordonnance n° 1 du 14 janvier 1967 portant abrogation de la constitution ;  
Vu les ordonnances n°s 15 et 16 du 14 avril 1967 portant désignation du président de la République et formation du gouvernement ;  
Le conseil des ministres entendu,

**ORDONNE :**

Article premier — Est ratifié par la République togolaise le protocole de Genève concernant la prohibition d'emploi à la guerre de gaz asphyxiants, toxiques ou similaires et de moyens bactériologiques signé à Genève le 17 juin 1925.

Art. 2 — La présente ordonnance sera exécutée comme loi de la République togolaise.

Lomé, le 2 novembre 1970.

Gal. E. Eyadéma

D 948

PROTOCOLE DE GENEVE DU 17 JUIN 1925  
CONCERNANT LA PROHIBITION D'EMPLOI,  
A LA GUERRE, DE GAZ ASPHYXIANTS, TOXIQUES  
OU SIMILAIRES ET DE MOYENS BACTERIOLOGIQUES

Les plénipotentiaires soussignés, au nom de leurs gouvernements respectifs :

considérant que l'emploi à la guerre de gaz asphyxiants, toxiques ou similaires, ainsi que de tous liquides, matières ou procédés analogues, a été à juste titre condamné par l'opinion générale du monde civilisé, —

considérant que l'interdiction de cet emploi a été formulée dans les traités auxquels sont Parties la plupart des Puissances du monde, dans le dessein de faire universellement reconnaître comme incorporée au Droit international cette interdiction, qui s'impose également à la conscience et à la pratique des nations,

déclarent :

que les Hautes Parties contractantes, en tant qu'elles ne sont pas déjà Parties à des traités prohibant cet emploi, reconnaissant cette interdiction, acceptent d'étendre cette interdiction d'emploi aux moyens de guerre bactériologiques et conviennent de se considérer comme liées entre elles aux termes de cette déclaration.

Les Hautes Parties contractantes feront tous leurs efforts pour amener les autres Etats à adhérer au présent Protocole. Cette adhésion sera notifiée au Gouvernement de la République française et, par celui-ci, à toutes les Puissances signataires et adhérentes. Elle prendra effet à dater du jour de la notification faite par le Gouvernement de la République française.

Le présent protocole, dont les textes français et anglais feront foi, sera ratifié le plus tôt possible. Il portera la date de ce jour.

Les ratifications du présent protocole seront adressées au Gouvernement de la République française, qui en notifiera le dépôt à chacune des Puissances signataires ou adhérentes.

Les instruments de ratification ou d'adhésion resteront déposés dans les archives du Gouvernement de la République française.

Le présent Protocole entrera en vigueur pour chaque Puissance signataire à dater du dépôt de sa ratification et, dès ce moment, cette Puissance sera liée vis-à-vis des autres Puissances ayant déjà procédé au dépôt leurs ratifications.

*ORDONNANCE N° 25 du 2-11-70 portant modification de l'ordonnance n° 33 du 22 décembre 1969 portant loi de finances pour l'exercice 1970.*

LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,

Vu l'ordonnance n° 1 du 14 janvier 1967 ;  
Vu l'ordonnance n° 15 du 14 avril 1967 portant désignation du Président de la République ;  
Vu l'ordonnance n° 16 du 14 avril 1967 portant dissolution du comité de réconciliation nationale et formation du gouvernement ;  
Vu l'ordonnance n° 33 du 22 décembre 1969 portant Loi des Finances pour l'exercice 1970 ;  
Sur proposition du ministre des travaux publics, des mines, des transports, des postes et télécommunications ;  
Le conseil des ministres entendu,

**ORDONNE :**

Article premier — Les ressources affectées au budget annexe des chemins de fer, exercice 1970, sont modifiées conformément au tableau C ci-joint.



Art. 2 — Les crédits ouverts au budget annexe des chemins de fer, exercice 1970, sont modifiés conformément au tableau D ci-joint.

Art. 3 — Conformément aux articles 1 et 2 ci-dessus, le budget annexe des chemins de fer du Togo, exercice 1970, est arrêté,

en recettes et en dépenses, à la somme de quatre cent soixante-et-onze millions cent dix huit mille francs (471.118.000 francs).

Art. 4 — La présente ordonnance sera exécutée comme loi de la République togolaise.

Lomé, le 2 novembre 1970

Gal. E. Eyadéma

### ETAT C

#### Budget Annexe des Chemins de Fer

#### RECETTES

#### Divisions Paragraphes — Lignes applicables à l'exercice 1970

Division	Paragraphe	Ligne	Libellé	Recettes		Différence	
				Prévisions initiales	Prévisions modifiées	En plus	En moins
2	1	28	Versement du fonds de renouvellement .....	23.938.000	46.498.000	22.560.000	—

### ETAT D

#### Budget Annexe des Chemins de Fer

#### DEPENSES

#### Divisions Chapitres — Articles — Paragraphes applicables à l'exercice 1970

Division	Chapitre	Article	Paragraphe	Libellé	Crédits		Différence	
					Prévisions initiales	Prévisions modifiées	En plus	En moins
■	1	1	1	Personnel des cadres des services généraux .....	14.072.000	13.072.000	—	1.000.000
	1	1	2	Personnel permanent des services généraux .....	11.103.000	12.103.000	1.000.000	—
	1	2	1	Personnel des cadres du service de l'exploitation .....	21.691.000	19.191.000	—	2.500.000
	1	2	2	Personnel permanent du service de l'exploitation .....	41.720.000	43.920.000	2.200.000	—
	1	3	1	Personnel permanent du service voie et bâtiments .....	59.862.000	63.862.000	4.000.000	—
	1	4	1	Personnel des cadres du service matériel et traction .....	38.185.000	36.185.000	—	2.000.000
	1	4	2	Personnel permanent du service matériel et traction .....	41.828.000	46.828.000	5.000.000	—
	2	2	1	Personnel journalier des services généraux .....	690.000	830.000	140.000	—
	2	2	2	Personnel journalier du service de l'exploitation .....	7.834.000	8.934.000	1.100.000	—
	2	2	3	Personnel journalier du service voie et bâtiments .....	11.793.000	16.793.000	5.000.000	—
	2	2	4	Personnel journalier du service matériel et traction .....	12.171.000	13.271.000	1.100.000	—
	2	5	3	Frais de stage .....	1.330.000	900.000	—	430.000
	2	6	1	Versement à la caisse des prestations familiales .....	11.152.000	12.452.000	1.300.000	—
	2	6	2	Versement à la caisse des accidents du travail .....	4.647.000	5.147.000	500.000	—
	2	6	4	Allocations viagères et temporaires .....	10.500.000	12.200.000	1.700.000	—
■	3	4	4	Rechange pour engins de tractions .....	12.250.000	12.750.000	500.000	—
	3	2	2	Fourniture de courant électrique .....	4.000.000	4.250.000	250.000	—
	4	3	3	Frais de correspondance, télégraphes et téléphones .....	1.600.000	1.800.000	200.000	—
	4	1	2	Achat de pièces de rechange .....	—	4.500.000	4.500.000	—
					306.428.000	328.988.000	28.490.000	5.930.000

ORDONNANCE N° 26 du 5/11/70 accordant une subvention supplémentaire du budget général au budget d'investissement et portant modification de l'ordonnance n° 33 du 22 décembre 1969 constituant loi de finances de l'exercice 1970 (1<sup>er</sup> collectif 1970).

#### LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,

Vu les ordonnances n°s 1 et 2 du 14 janvier 1967 ;

Vu les ordonnances n°s 15 et 16 du 14 avril 1967 ;

Vu la loi organique n° 60-29 du 5 août 1960 relative aux lois de finances ;

Vu l'ordonnance n° 46 du 22 novembre 1968 portant loi de finances pour l'exercice 1969 et l'ordonnance n° 14 du 28 juillet 1970 lui portant modification ;

Vu l'ordonnance n° 33 du 22 décembre 1969 constituant loi de finances pour l'exercice 1970 ;

Sur proposition du ministre des finances, de l'économie et du plan ;

Le conseil des ministres entendu,

### ORDONNE :

Article premier — Une subvention supplémentaire de trois cent quatre vingt trois millions neuf cent quarante mille francs (383.942.000 frs.) est accordée au budget d'investissement.

Art. 2 — Cette subvention sera imputée en dépense au chapitre 41, « subvention » article 8, « subventions au budget d'équipement » du budget général de l'exercice 1969 où il est ouvert un crédit supplémentaire d'égale montant.

Le plafond des crédits ouverts au budget général exercice 1969 est donc augmenté de 383.942.000 F. et porté à 7.418.385.000 frs.

Art. 3 — Cette subvention sera prise en recette au budget d'investissement titre II — chapitre 1 — rubrique h. « subvention du budget général » gestion 1970. Le total des ressources affectées au budget d'investissement gestion 1970 est donc porté de 795.000.000 frs à 1.178.942.000 frs en augmentation de 383.942.000.000 frs conformément au nouvel Etat J. annexé à la présente ordonnance.

Art. 4 — Le plafond des crédits de paiement ouverts au budget d'investissement pour l'année 1970 est porté de 795.000.000 frs à 1.178.942.000 frs en augmentation de 383.942.000 conformément au nouvel état K. annexé à la présente ordonnance.

Art. 5 — Le résultat des opérations du budget d'investissement pour l'année 1970 est évalué comme suit :

Recettes : 795.000.000 F + 383.942.000 F = 1.178.942.000 F

Dépenses : 795.000.000 F + 383.942.000 F = 1.178.942.000 F

Art. 6 — La présente ordonnance sera exécutée comme loi de la République togolaise.

Lomé, le 5 novembre 1970  
Gal. Eyadéma

## ETAT J.

## Budget d'investissement (Gestion 1970/2 — Recettes)

IMPUTATION					Désignation des recettes	PREVISIONS				Gestion d'origine
Titre	Chapit	Articl	Parag	Rubri		Initiales	En plus	En moins	Remaniées	
II	1	—	h	—	Subvention du budget général ..	780.000.008	383.942.000	—	1.163.942.000	70/2
III	3	—	—	—	Fonds de concours .....	—	—	—	—	—
		—	—	—	Sociétés d'Etat .....	—	—	—	—	—
				a	Produits de la loterie nationale	15.000.000	—	—	15.000.000	—
						795.000.000	383.942.000	—	1.178.942.000	—

## ETAT K.

Titre	Chap.	Art.	Paragr	Rub.	MINISTERES OU SERVICES	OUVRAGES	Autorisation de programme en milliers de francs	Crédits de paiements en milliers de francs
	3	1	3	b	DEFENSE NATIONALE			
				i	ARMEE NATIONALE			
				a		— Construction de la brigade de Sokodé (dernière tranche) .....	8.000	3.000
				e		— Camp d'infanterie de Lama-Kara ..	5.000	5.000
						— Construction de villas pour les officiers .....	26.000	6.000
						— Aménagement des rues du camp ..	4.000	4.000
					MINISTERE DE L'INTERIEUR			
	5	1	4	a	Régions économiques .....	— Infrastructures administrat. ....	125.000	45.000
1	6			n	MINISTERE DES FINANCES, DE L'ECONOMIE ET DU PLAN			
		6		f	Service des douanes .....	— Poste de Noépé (complément) .....	20.000	2.000
					Direction des études et plan ..	— Provision pour ajustements .....	20.442	20.000
					MINISTERE DE LA JUSTICE			
		1	4	b	Ministère .....	— Aménagement des locaux du ministère	3.500	3.500
				a	Lomé .....	— Achèvement palais justice Lomé (dernière tranche) .....	85.000	26.000
					MINISTERE DES TRAVAUX PUBLICS			
	8	1	5	f	PTT .....	— Construction et équipement bureau de postes et télécommunications à Vogan	5.000	5.000
	8	1	5	n	PTT ..	— Construction et équipement bureau de postes et télécommunications à Sotouboua .....	5.000	5.000
					MINISTERE DE L'ECONOMIE RURALE			
					Direction de l'agriculture			
	9	1	2	a	— Direction de l'agriculture .....	— Projet chinois de riziculture .....	9.000	3.000
	9	1	2	d	— Direction de l'agriculture .....	— Programme village-pilote .....	2.000	500
	9	1	4	a	— Eaux et forêts .....	— Participation togolaise au projet d'étude de développement de ressources forestières .....	20.000	10.000
					Sorad-Kara .....	— Projet de dévelopt. de la Kara ....	40.690	15.000
					MINISTERE DE LA SANTE			
	10	1	4	a	Assistance médicale .....	— Construction et équipement hôpital (deuxième tranche) .....	25.000	10.000
				b	Bassari .....	(deuxième tranche) .....	25.000	15.000
				e	Nuatja .....	(deuxième tranche) .....	25.000	15.000
					Pagouda .....	(deuxième tranche) .....	25.000	2.000
				i	Tabligbo .....	— Dispensaire à Tchitchao .....	2.000	2.000
				g	Lama-Kara .....	— Construction et équipement (dispensaire à Sara) .....	2.000	2.000
				f	Bafilo .....			

Titre	Chap.	Art.	Parag.	Rub.	MINISTERES OU SERVICES	OUVRAGES	Autorisation de programme en milliers de francs	Crédits de paiements en milliers de francs
1	11				MINISTERE FONCTION PUBLIQUE			
		2	5	c	Affaires sociales Atakpamé ....	— Construction et équipement centre de bien-être social (2e tranche) ..	10,000	4,000
				d	Agouévé .....	— Construction et équipement centre de bien-être social (2e tranche) ..	6,000	6,000
	12			e	Centre de perfectionnement inter-entreprise .....	— Achevement des travaux .....	3,500	3,500
					MINISTERE EDUCATION NATIONALE			
		1	11	a	Enseignement supérieur .....	— Achevement du foyer étudiantes ..	1,000	1,000
		1	5	b	Enseignement primaire .....	— Construction de classes .....	10,000	10,000
				c	Enseignement secondaire .....	— Construction de 4 classes au lycée de Sokodé .....	4,000	4,000
	13				CHEMIN DE FER DU TOGO			
16		2	1	c	C.F.T. ....	— Eclairage des wagons .....	10,000	2,000
					Direction des études et plan ..	— Dotation pour prises participation Sociétés industrielles .....	106,000	80,000
					MINISTERE COMMERCE ET INDUSTRIE			
	20	1	3	a	Direction du CNPPME .....	— Centre de promotion industrielle	12,000	7,000
			5	a	Direction des études et plan ..	— Construction d'hôtel moderne à Palimé (1re tranche) .....	50,000	25,000
				b	Direction des études et plan ..	— Progr. hôtelier (Palimé-Lama-Kara Alédjo) .....	8,000	8,000
21	1	2	3	d	MINISTERE INFORMATION ET RADIO			
					Lama-Kara .....	— Projet de radio régionale (études et génie civil) .....	362,000	40,000
					TOTAUX .....		1,065,132	383,942

**ORDONNANCE N° 27 du 5/11/70 portant annulation et ouverture de crédits au budget d'investissement.**

**LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,**

Vu les ordonnances n° 1 et 2 du 14 janvier 1967 ;  
Vu la loi organique n° 60-29 du 5-8-60 relative aux lois de finances ;  
Vu la loi n° 65-25 du 3-12-65 portant loi de finances exercice 1966 ;  
Vu la loi n° 66-10 du 4-7-66 portant modification de la loi de finances n° 65-25 du 3-12-65 (1<sup>er</sup> collectif) ;  
Vu l'ordonnance n° 33 du 3-8-67 portant modification des lois n° 65-25 et 66-10 des 3-12-65 et 4-7-66 (2<sup>e</sup> collectif) ;

Vu l'ordonnance n° 46 du 22-11-68 portant loi de finances exercice 1969 notamment son article 13 ;

Sur proposition du ministre des finances, de l'Economie et du plan ;

Le conseil des ministres entendu,

**ORDONNE :**

Article premier. — Sont annulés au titre du budget d'investissement gestions 1966 et 1967 les crédits ci-après.

**BI 1966**

Titre	Chapit.	Article	Paragr.	Rubri.	Ministères et services	Nature des opérations	Crédits de paiement	Crédits disponibles à annuler
2	2	1	2	f	PRESIDENCE ET VICE-PRESIDENCE			
					Haut commissariat au plan (services régionaux) .....	Installation des services .....	22,000,000	1,800,000
	6	1	3	b	FINANCES ET ECONOMIE			
					Garage central .....	Installation matériel de graissage .....	1,300,000	10,026
					MINISTERE DES T.P.			
	6	1	4	f	Travaux publics .....	Routes des circonscriptions ....	20,000,000	4,585,194
	6	1	7	b	Port Lomé .....	Travaux portuaires — participation togolaise .....	63,185,000	9,185,000
	6	2	5	e	Postes et télécommunications ..	Achats matériel postal .....	6,000,000	172,743
	6	2	6	b	Aéronautique civile .....	Equipements radio électrique météo Atakpamé et Tagbligbo .....	7,000,000	5,250,000
					Totaux A .....		19,485,000	21,002,963



## BI 1967

Titre	Chapit	Article	Paragr	Rubri	Ministères et services	Nature des opérations	Crédits de paiement	Crédits disponibles à annuler
					MINISTERE DE L'INTERIEUR			
	5	1	3	e	— Sûreté nationale .....	Achèvement hôtel de police ....	3.500.000	12.900
	5	1	3	f	— Sûreté nationale .....	Police port .....	5.700.000	70.000
	5	1	3	a	— Etablissements pénitentiaires ..	Aménagement prison civile Man- go .....	10.000.000	802.076
					MINISTERE DES T.P.			
	8	1	2	c	— Hydraulique .....	Etudes développement et inter- connexion électrique Daho.Togo	13.340.000	3.540.000
	8	1	7	c	— Travaux du port .....	Participation togolaise aux tra- vaux .....	64.000.000	2.636.856
						Totaux B .....		7.061.922
						Totaux A + B .....		28.064.885

Art. 2 — Sont ouverts au titre du budget d'investissement les crédits ci-dessous :

	Chapit	Article	Paragr	Rubri	Ministères et services	Nature des opérations	Autorisations de programme	Crédits de paiement
					MINISTERE DE LA DEFENSE NATIONALE			
					ARMEE NATIONALE			
1	3	1	3	d	MINISTERE DE L'INTERIEUR	Soute à munitions Lomé .....	3.000.000	3.000.000
	5	1	2	d	Circonscription de Vogon .....	Construction bureaux et résiden- ce chef cir. (dernière tranche) ..	13.000.000	6.000.000
					MINISTERE DES FINANCES, DE L'ECONOMIE ET DU PLAN			
	6	1	1	c	Direction des études et du plan	Equipped du service en machi- nes comptables .....	4.000.000	4.000.000
	6	6		c	Douanes .....	Achèvement concession douanes port .....	4.388.000	2.000.000
					MINISTERE DES TP ET			
	8	1	5	f	PTT .....	Acquisition de téléx .....	2.500.000	2.500.000
					MINISTERE DE L'ECONOMIE RURALE			
	9	1	6	d	Pêches .....	Opération développement de la pêche .....	3.000.000	3.000.000
					MINISTERE DE LA SANTE PUBLIQUE			
	10	1	4	a	— Assistance médicale			
	10	1	5	a	— Assainissement .....	Achèvement et équipements des dispensaires .....	12.000.000	4.000.000
						Programme d'assainissement ..	4.000.000	3.564.885
						Totaux .....	46.888.000	28.064.885

## DECRETS

DECRET N° 70-187 du 30/10/70 portant réaménagement de quelques dispositions des statuts-types des SORAD.

LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,

Vu les ordonnances n° 15 et 16 du 14 avril 1967 ;

Vu le décret n° 65-200 du 29 décembre 1965 portant statuts-types des sociétés régionales d'aménagement et de développement ;

Sur proposition du ministre de l'économie rurale ;

Le conseil des ministres entendu,

## DECRETE :

Article premier — Les articles 5, 7, 8, 14 et 15 statuts-types des SORAD sont modifiés comme suit :

## Article 5 nouveau

Le capital social est constitué :

1°) — d'une dotation de cinq millions (5.000.000) de frs CFA souscrite et intégralement libérée en numéraire par l'Etat au moment de la formation de la société.

2°) — d'une dotation de un million (1.000.000) de frs CFA par circonscription administrative à prélever sur l'actif de la fédération des sociétés publiques d'action rurale.

Ces deux dotations sont obligatoirement versées à un compte bloqué de la société.

3°) — des biens meubles, immeubles et liquidités apportées par les collectivités rurales après dissolution des sociétés publiques d'action rurale.

4°) — le capital social est susceptible d'augmentation pour tenir suffisamment compte de l'ampleur croissante des programmes d'actions de la SORAD prévus pour être réalisés sur ses ressources propres.

#### Article 7 nouveau

La SORAD est administrée et dirigée par :

- un conseil d'administration ;
- une commission permanente de gestion ;
- une direction

Le fonctionnement des assemblées générales prévues par le décret n° 65-200 du 29 décembre 1965 portant statuts-types des sociétés régionales d'aménagement et de développement est provisoirement suspendu.

#### Article 14 nouveau

Le conseil d'administration est ainsi composé :

14-1 — pour la SORAD de la région des savanes :

##### président

le représentant du ministre du plan

##### membres

deux représentants du ministre de l'économie rurale  
un représentant du ministre du commerce  
un représentant du ministre des affaires sociales  
le chef de circonscription de Dapango  
le chef de circonscription de Mango  
le commissaire du gouvernement  
le représentant du conseil économique et social  
le représentant de la chambre de commerce et d'agriculture  
quatre représentants des agriculteurs

14-2 — pour la SORAD de la région de la Kara :

##### président

le représentant du ministre du plan

##### membres

deux représentants du ministre de l'économie rurale  
un représentant du ministre du commerce  
un représentant du ministre des affaires sociales  
le chef de circonscription de Kandé  
le chef de circonscription de Niamtougou  
le chef de circonscription de Pagouda  
le chef de circonscription de Lama-Kara  
le commissaire du gouvernement  
le représentant du conseil économique et social  
le représentant de la chambre de commerce et d'agriculture  
huit représentants des agriculteurs

14-3 — pour la SORAD de la région centrale :

##### président

le représentant du ministre du plan

##### membres

deux représentants du ministre de l'économie  
un représentant du ministre du commerce  
un représentant du ministre des affaires sociales  
le chef de circonscription de Sotouboua  
le chef de circonscription de Sokodé  
le chef de circonscription de Bassari  
le chef de circonscription de Bafilo  
le commissaire du gouvernement  
le représentant du conseil économique et social  
le représentant de la chambre de commerce et d'agriculture  
huit représentants des agriculteurs

14-4 — pour la SORAD de la région des plateaux :

##### président

le représentant du ministre du plan

##### membres

deux représentants du ministre de l'économie rurale  
un représentant du ministre du commerce  
un représentant du ministre des affaires sociales  
le chef de circonscription de l'Akposso  
le chef de circonscription de Nuatja  
le chef de circonscription d'Atakpamé  
le chef de circonscription de Klouto  
le commissaire du gouvernement  
le représentant du conseil économique et social  
le représentant de la chambre de commerce et d'agriculture  
huit représentants des agriculteurs

14-5 — pour la SORAD de la région maritime :

##### président

le représentant du ministre du plan

##### membres

deux représentants du ministre de l'économie rurale  
un représentant du ministre du commerce  
un représentant du ministre des affaires sociales  
le chef de circonscription de Tsévié  
le chef de circonscription de Tabligbo  
le chef de circonscription de Vogan  
le chef de circonscription d'Anécho  
le chef de circonscription de Lomé  
le commissaire du gouvernement  
un représentant du conseil économique et social  
un représentant de la chambre de commerce et d'agriculture  
dix représentants des agriculteurs.

Les membres des différents conseils d'administration seront désignés nominativement par arrêté du ministre de l'économie rurale sur proposition des différents départements et organismes qu'ils représentent.

#### Article 15 nouveau

Le conseil d'administration se réunit sur convocation de son président toutes les fois que le fonctionnement de la société l'exige et en tout état de cause, au moins deux fois par an. Il entend le rapport du directeur sur les activités de la société. Sur proposition du directeur, il arrête le programme annuel d'action de la SORAD.

Pendant les inter-sessions du conseil d'administration, une commission permanente de gestion assure le contrôle de la gestion du directeur de la société à charge pour elle d'en rendre compte au conseil à sa toute prochaine session.

Pour chacune des 5 SORAD, la composition de la commission permanente de gestion est fixée comme suit :

##### président

Le représentant de la région

##### membres

un représentant du ministre de l'économie rurale  
un représentant du ministre des affaires sociales.

Dès son entrée en fonction, le conseil d'administration déterminera dans un règlement intérieur, tant les pouvoirs de la commission permanente de gestion que ceux du directeur et en fixera les limites.

Art. 2. — Sont abrogées, toutes autres dispositions des statuts-types des SORAD en ce qu'elles ont de contraire au présent décret.

Art. 3. — Le ministre de l'économie rurale est chargé de l'exécution du présent décret qui sera publié au *Journal officiel* de la République togolaise.

Lomé, le 30 octobre 1970

Gal E. Eyadéma

**DECRET N° 70-202 du 2-11-70 portant nomination à titre exceptionnel et étranger dans l'Ordre du Mono.**

LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,

Vu la loi n° 61-35 du 2 septembre 1961 constituant l'Ordre du Mono, modifiée par la loi du 31 décembre 1963 et les ordonnances des 22 avril 1967 et 24 avril 1969 ;  
Vu le décret n° 62-62 du 20 avril 1962 fixant les modalités d'application de la loi du 2 septembre 1961 susvisée,

### DECRETE :

Article premier — M. Hans Broder KROHN, directeur général de l'aide au développement de la communauté économique européenne est élevé à titre exceptionnel et étranger à la dignité de Grand Officier de l'Ordre du Mono.

Art. 2 — Le présent décret sera enregistré et publié au *Journal officiel* de la République togolaise.

Lomé, le 2 novembre 1970

Gal. E. Eyadéma

**DECRET N° 70-203 du 2/11/70 portant modification des statuts de la société nationale pour le développement de la palmeraie et des huileries (SONAPH).**

LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,

Vu l'ordonnance n° 1 du 14 janvier 1967 portant abrogation de la constitution ;

Vu l'ordonnance n° 15 du 14 avril 1967 portant désignation du Président de la République ;

Vu l'ordonnance n° 16 du 14 avril 1967 portant dissolution du comité de réconciliation nationale et formation du gouvernement ;

Vu le décret n° 68-164 du 4 septembre 1968 portant approbation des statuts de la société nationale pour le développement de la palmeraie et des huileries (SONAPH) ;

Vu le décret n° 69-154 du 23 août 1969 portant nomination de deux commissaires aux comptes de la société nationale pour le développement de la palmeraie et des huileries (SONAPH) ;

Vu la délibération du conseil d'administration de la SONAPH en date du 22 janvier 1970 ;

Sur proposition du ministre de l'économie rurale ;

Le conseil des ministres entendu,

### DECRETE :

Article unique — Les articles 26, 27 et 28 des statuts de la société nationale pour le développement de la palmeraie et des huileries approuvés par décret n° 68-164 du 4 septembre 1968 sont modifiés de la manière suivante :

*Article 26 nouveau — Commissaires aux comptes*

Un commissaire aux comptes remplissant les conditions légales et nommé par décret sur proposition du ministre des finances est placé auprès de la société.

Le commissaire aux comptes exécute sa mission selon les obligations et dans les conditions prévues pour les sociétés anonymes par les dispositions en vigueur.

Il procède au moins une fois par an, à une vérification de caisse et de comptabilité effectuée à l'improviste.

Il adresse son rapport au conseil d'administration.

En cas de décès, de défaillance, de démission ou d'empêchement du commissaire, il est procédé d'urgence à la nomination d'un nouveau commissaire dans les conditions définies ci-dessus.

### Article 27 nouveau

L'année sociale commence le 1<sup>er</sup> juillet de chaque année et finit le 30 juin de l'année suivante.

La comptabilité de la société est conforme aux dispositions du plan comptable.

Elle devra être tenue de façon telle que les résultats de chacun des secteurs de la société apparaissent dans des comptes distincts.

Il est établi chaque année par le conseil d'administration un état prévisionnel, un inventaire, un bilan, un compte de profits et pertes.

L'inventaire, le bilan, le compte d'exploitation, le compte de profits et pertes sont mis à la disposition du commissaire aux comptes le vingt et unième jour au plus tard après la clôture de l'exercice.

### Article 28 nouveau

L'état prévisionnel est soumis au conseil des ministres pour approbation au plus tard 3 mois après la clôture de l'exercice.

L'inventaire, le bilan, le compte d'exploitation et le compte de pertes et profits approuvés par le conseil d'administration au plus tard deux mois et demi après la clôture de l'exercice sont soumis à l'approbation du conseil des ministres.

Lomé, le 2 novembre 1970

Gl. E. Eyadéma

**DECRET N° 70-204 du 2-11-70 portant nomination à titre exceptionnel et étranger dans l'Ordre du Mono.**

LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,

Vu la loi n° 61-35 du 2 septembre 1961 instituant l'Ordre du Mono, modifiée par la loi du 31 décembre 1963 et les ordonnances des 22 avril 1967 et 24 avril 1969 ;

Vu le décret n° 62-62 du 20 avril 1962 fixant les modalités d'application de la loi du 2 septembre 1961 susvisée,

### DECRETE :

Article premier — Sont nommés dans l'Ordre du Mono, à titre exceptionnel et étranger, les fonctionnaires de la communauté économique européenne ci-après :

*Au grade d'officier*

M. NICORA Franco, chef de service au sein de la division de conception du F. E. D.

*Au grade de chevalier*

M. VON SCHOLZ Hans-Eike, chef du département de la formation du F. E. D.

Art. 2 — Le présent décret sera enregistré et publié au *Journal officiel* de la République togolaise.

Lomé, le 2 novembre 1970

Gal. E. Eyadéma

### Autorisation personnelle minière

Décret n° 70-186 du 28-10-70 — Une autorisation personnelle minière pour les substances de la 1<sup>re</sup> catégorie valable sur toute l'étendue du territoire est accordée à M. René Vinot.

### Nominations

Décret n° 70-188 du 30-10-70 — M. Jamier-Levy Théophile, licencié en droit, titulaire du certificat du centre national d'études judiciaires de Bordeaux est intégré dans la magistrature togolaise en qualité de magistrat du 3<sup>e</sup> grade 2<sup>e</sup> échelon (catégorie A1 — indice 1430).

L'ancienneté de l'intéressé dans cet échelon prendra effet pour compter du 1<sup>er</sup> novembre 1969.

M. Jamier-Levy Théophile est mis pour emploi à la disposition du président de la cour d'appel du Togo.

La solde et les allocations accessoires de solde de l'intéressé seront imputées au chapitre 16, article 5.

Décret n° 70-189 du 2-11-70 — Est et demeure rapporté, le décret n° 70-98 du 6 avril 1970.

Conformément aux dispositions de l'article 10 du décret n° 69-174 du 5 septembre 1969, portant réorganisation des services de l'économie rurale et création d'une direction générale de l'économie rurale, M. Sema Arouna, ingénieur d'agriculture de 1<sup>re</sup> classe 2<sup>e</sup> échelon est nommé directeur général de l'économie rurale cumulativement avec ses fonctions de directeur général de la caisse nationale de crédit agricole.

Le ministre de l'économie rurale est chargé de l'exécution du présent décret qui prend effet à compter de la date de sa signature.

#### Approbation de comptes administratifs et de budgets additionnels

Décret n° 70-190 du 2-11-70 — Le compte administratif de la commune de Sokodé, exercice 1969, est approuvé et arrêté comme suit :

En recettes à la somme de onze millions six cent soixante mille cent soixante quatorze francs (11.660.174 francs).

En dépenses à la somme de dix millions cinq cent quatre mille huit cent quatre vingt francs (10.544.880 francs), laissant apparaître un excédent de recettes de un million cent quinze mille deux cent quatre vingt quatorze francs (1.115.294 francs) qui sera pris en recettes au budget additionnel de l'exercice 1970.

Sont annulés les crédits inemployés à la clôture de l'exercice 1969 s'élevant au total à un million trente mille six cent quatre vingt dix neuf francs (1.030.699 francs).

Décret n° 70-191 du 2-11-70 — Le compte administratif de la circonscription de Sokodé, exercice 1969, est approuvé et arrêté comme suit :

En recettes à la somme de douze millions quatre cent quatre vingt six mille trois cent quatre vingt quatorze francs (12.486.394 francs).

En dépenses à la somme de onze millions trois cent cinquante et un mille quatre cent soixante douze francs (11.351.472 francs), faisant apparaître un excédent de recettes de un million cent trente quatre mille neuf cent vingt deux francs (1.134.922 francs) qui sera porté en recettes au budget additionnel de l'exercice 1970.

Sont annulés les crédits inemployés à la clôture de l'exercice 1969 s'élevant au total à neuf cent quatre vingt huit mille quatre cent vingt sept francs (988.427 francs).

Décret n° 70-192 du 2-11-70 — Le budget additionnel de la commune de Sokodé, exercice 1970, est approuvé et arrêté en recettes et en dépenses à la somme de un million six cent vingt-neuf mille six cent soixante seize francs (1.629.676 francs).

Décret n° 70-193 du 2-11-70 — Le budget additionnel de la circonscription de Sokodé, exercice 1970, est approuvé et arrêté en recettes et en dépenses à la somme de un million trois cent quarante six mille sept cent vingt-deux francs (1.346.722 francs).

Décret n° 70-194 du 2-11-70 — Le budget additionnel de la commune de Tsévié, exercice 1970, est approuvé et arrêté en recettes et en dépenses à la somme de deux millions trois cent quatre vingt huit mille cinquante et un francs (2.388.051 francs).

Décret n° 70-195 du 2-11-70 — Le compte administratif de la commune de Tsévié, exercice 1969, est approuvé et arrêté comme suit :

En recettes à la somme de six millions deux cent soixante quatre mille cinq cent soixante cinq francs (6.264.565 francs).

En dépenses à la somme de quatre millions cinq cent neuf mille cinq cent trente francs (4.509.530), laissant apparaître un excédent de recettes de un million sept cent cinquante cinq mille trente cinq francs (1.755.035 francs) qui sera pris en recettes au budget additionnel de l'exercice 1970.

Sont annulés les crédits inemployés à la clôture de l'exercice 1969 s'élevant au total à deux millions quatre cent cinquante sept mille six cent trente et un francs (2.457.631 francs).

Décret n° 70-196 du 2-11-70 — Le compte administratif de la circonscription d'Anécho, exercice 1969, est approuvé et arrêté comme suit :

En recettes à la somme de quarante millions cent quarante deux mille huit cent soixante six francs (40.142.866 francs).

En dépenses à la somme de trente cinq millions six cent un mille neuf cent soixante quinze (35.601.975) francs, laissant apparaître un excédent de recettes de quatre millions cinq cent quarante mille huit cent quatre vingt onze francs (4.540.891 francs) qui sera pris en recettes au budget additionnel de l'exercice 1970.

Les crédits inemployés à la clôture de l'exercice 1969 s'élevant au total à trois millions six cent quatre vingt cinq mille deux cent trente trois francs (3.685.233 francs) sont annulés.

Décret n° 70-197 du 2-11-70 — Le budget additionnel de la circonscription d'Anécho, exercice 1970, est approuvé et arrêté en recettes et en dépenses à la somme de cinq millions trois cent soixante onze mille cinq cent vingt cinq francs (5.371.525 francs).

Décret n° 70-198 du 2-11-70 — Le compte administratif de la circonscription d'Atakpamé, exercice 1969, est approuvé et arrêté comme suit :

En recettes à la somme de vingt millions quatre cent soixante treize mille cinq francs (20.473.005 francs).

En dépenses à la somme de dix neuf millions deux cent soixante quinze mille sept cent quarante cinq francs (19.275.745 francs), laissant apparaître un excédent de recettes de un million cent quatre vingt dix sept mille deux cent soixante francs (1.197.260 francs) qui sera reporté en recettes au budget additionnel de l'exercice 1970.

Les crédits inemployés à la clôture de l'exercice 1969 s'élevant à trois millions sept cent quarante trois mille trois cent quatre vingt cinq francs (3.743.385 francs) sont annulés.

Décret n° 70-199 du 2-11-70 — Le budget additionnel de la circonscription d'Atakpamé, exercice 1970, est approuvé et arrêté en recettes et en dépenses à la somme de deux millions deux cent soixante douze mille cinq cent trente neuf francs (2.272.539 francs).

### Approbation du budget et du bilan de l'EDITOGO

Décret n° 70-200 du 2-11-70 — Est approuvé le budget de l'Editogo, exercice 1971, arrêté comme suit :

Pour l'exploitation, en recettes à la somme de cent trois millions cent vingt mille (103.120.000) francs et en dépenses à la somme de cent dix neuf millions trois cent soixante neuf mille quatre cents (119.369.400) francs, laissant apparaître un déficit prévisionnel de seize millions deux cent quarante neuf mille quatre cents (16.249.400) francs.

Pour l'investissement, en recettes et en dépenses à la somme de trois millions deux cent douze mille neuf cents (3.212.900) francs.

Le ministre des finances et de l'économie et le ministre de l'information sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'application du présent décret.

Décret n° 70-201 du 2-11-70 — Le compte d'exploitation de l'Editogo, exercice 1969, est approuvé et arrêté comme suit :

En recettes à la somme de quatre-vingt onze millions trois cent soixante six mille cinq cent trente trois (91.366.533) francs.

En dépenses à la somme de cent quatorze millions neuf cent trente six mille huit cent vingt trois (114.936.823) francs, laissant apparaître un déficit de vingt trois millions cinq cent soixante dix mille deux cent quatre-vingt dix (23.570.290) francs.

Le ministre des finances et de l'économie et le ministre de l'information sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'application du présent décret.

## ARRETES ET DECISIONS

### PRESIDENCE DE LA REPUBLIQUE

#### Intérim

N° 168-PR du 28-10-70 — Pendant l'absence de M. Benoît Malou, ministre de l'éducation nationale, l'expédition des affaires courantes sera assurée par M. Barthélémy Lamboni, ministre du travail, des affaires sociales et de la fonction publique.

#### Désignation de régents

N° 174-PR-INT-APA du 31-10-70 — Est constatée et reconnue officiellement la désignation coutumière de :

MM. Koffi Outchiri en qualité de régent du canton Galan-gashie

Sambogou M'Boma en qualité de régent du canton de Gando

Komna N'Diba en qualité de régent du canton de Tchanaga.

Les intéressés percevront chacun une indemnité annuelle de 48.000 francs.

La dépense est imputable au budget général, exercice 1970, chapitre 14, article 6.

Le présent arrêté prend effet pour compter de la date de prise de commandement des intéressés.

## MINISTERE DE L'INTERIEUR

ARRETE N° 99-INT du 22-10-70 relatif à la révision annuelle des listes électorales.

### LE MINISTRE DE L'INTERIEUR.

Vu le décret 67-114 du 18 mai 1967 portant attributions du ministre et réorganisation du ministère de l'intérieur ;

Vu les décrets organiques et réglementaires du 2 février 1952 et les textes subséquents ;

Vu la loi du 5 avril 1884 sur l'organisation municipale ;

Vu le décret 51.595 du 24 mai 1951 fixant, en ce qui concerne la révision des listes électorales, les modalités d'application de la loi 51-586 du 23 mai 1951 relative aux élections législatives ;

Vu la loi 55.1489 du 18 novembre 1955 relative à la réorganisation municipale, modifiée par la loi 59-47 du 5 juin 1959.

## ARRETE

Article premier — A compter du 1<sup>er</sup> décembre 1970, il sera procédé dans toutes les circonscriptions et communes de la République togolaise à la révision annuelle des listes électorales conformément aux lois et règlements en vigueur.

Art. 2 — Le calendrier des opérations de révision est fixé comme indiqué au tableau annexé au présent arrêté.

Art. 3 — Le présent arrêté sera publié au *Journal officiel* de la République togolaise et affiché dans les bureaux des circonscriptions, postes administratifs et mairies et d'une manière générale partout où besoin sera.

Lomé, le 22 octobre 1970

Le ministre de l'intérieur par intérim,

F. D. ALI

## CALENDRIER DES OPERATIONS DE REVISION DES LISTES ELECTORALES

Opérations effectuées	Nbre de jours	Terme des opérations
Début des opérations : 1 <sup>er</sup> décembre		
Opérations d'inscription et radiation effectuées par la commission administrative	41	10 janvier
Délai accordé à la commission administrative pour dresser le tableau rectificatif	4	14 janvier
Dépôt par la commission administrative du tableau rectificatif au secrétariat de la commune ou de la circonscription administrative	1	15 janvier
Délai ouvert aux réclamations (demandes en inscription ou en radiation)	20	4 février
Délai pour les décisions de la commission municipale de jugement ou de la commission de jugement	5	9 février
Délai de notification des dernières décisions de la commission municipale de jugement ou de la commission de jugement	3	12 février
Publication des décisions de la commission municipale de jugement ou de la commission de jugement		12 février
Délai d'appel devant le juge rendu compétent par les textes en vigueur	5	17 février
Délai pour les décisions du juge	10	27 février
Délai pour la notification des décisions du juge	3	2 mars
Délai de pourvoi en cassation	10	12 mars
Clôture définitive de la liste électorale par le maire de la commune ou le chef de la circonscription administrative	19	31 mars



**Annulations et ouvertures de crédits**

N° 101-INT-STCS du 22-10-70 — Sont approuvées les annulations de crédits aux chapitres et articles ci-après du budget primitif de la circonscription de Dapango, exercice 1970.

**Chapitre II — Service d'action rég. (pers.) —**

Article 3 — Indtés, gratifications et rem-boursement de frais ..... 400.000

**CHAPITRE XII. — Autres dépenses extra-ordinaires**

Art. 4. — Travaux sur fonds de concours ..... 200.000

600.000

Sont approuvées les ouvertures de crédits aux chapitres et articles ci-après du budget primitif de la circonscription de Dapango, exercice 1970.

**CHAPITRE III. — Service d'action rég. (mat.)**

Art. 2. — Frais de bureau ..... 100.000

Art. 4. — Moyens de transports ..... 250.000

**CHAPITRE VI. — Charges des exploitations à caractère industriel ou commercial —**

Art. 1. — Campement — Hôtel ..... 10.000

**CHAPITRE VIII. — Services sociaux (mat.) —**

Art. 4. — Ambulance ..... 185.000

**CHAPITRE X. — Dépenses diverses —**

Art. 1. — Fêtes et réceptions publiques ..... 55.000

600.000

N° 103-INT-STCS du 27/10/70 — Est approuvée l'annulation de crédits aux chapitre et article ci-après du budget primitif de la circonscription de Sotouboua, exercice 1970.

**CHAPITRE III. — Service d'action rég. (mat.) —**

Art. 5. — Frais postaux ..... 35.000

Est approuvée l'ouverture de crédits aux chapitre et article ci-après du budget primitif de la circonscription de Sotouboua, exercice 1970.

**CHAPITRE X. — Dépenses diverses —**

Art. 1. — Fêtes et réceptions publiques ..... 35.000

N° 3-Inter-INT-MF du 5-11-70 — Sont approuvées les annulations de crédits aux chapitres et articles ci-après du budget primitif de la circonscription d'Akposso, exercice 1970.

**CHAPITRE III. — Service d'action rég. (mat.) —**

Art. 5. — Frais postaux ..... 20.000

Art. 9. — Frais d'élection ..... 50.000

**CHAPITRE V. — Dépenses ordinaires de matériel et travaux d'entretien —**

Art. 6. — Alimentation en électricité ..... 85.000

**CHAPITRE VII. — Services sociaux (personnel) —**

Art. 1. — Enseignement et sports ..... 321.000

Art. 3. — Dispensaire ..... 172.000

648.000

Sont approuvées les ouvertures de crédits aux chapitres et articles ci-après du budget primitif de la circonscription d'Akposso, exercice 1970.

**CHAPITRE V. — Dépenses ordinaires de matériel et travaux d'entretien —**

Art. 1. — Entretien des routes et ponts ..... 205.000

Art. 4. — Entretien et fonctionnement des véhicules à la charge de la circonscription 133.000

**CHAPITRE X. — Dépenses diverses —**

Art. 1. — Fêtes et réceptions publiques ..... 300.000

Art. 6. — Versement au B.G. des retenues de taxe progressive ..... 10.000

648.000

**Tableau d'avancement**

N° 100-D/INT/DSN du 27/10/70 — En vue de l'application des dispositions prévues par les articles 86, 88 et 89 de l'ordonnance n° 11 du 10 juin 1969 et par les articles 14 et 15 du décret n° 69-122 du 10 juin 1969 est inscrit sur la liste d'aptitude à l'avancement au grade de commissaire principal de police de 1<sup>er</sup> échelon du cadre spécial de la sûreté nationale, en vue de sa promotion à ce grade à compter du 1<sup>er</sup> juillet 1970 (A.C. six mois), M. Goeh Antoine, commissaire de police.

**Promotions**

N° 104/INT/DSN du 27/10/70 — Conformément aux dispositions prévues par les articles 86, 88 et 89 de l'ordonnance n° 11 du 10 juin 1969 et par les articles 14 et 15 du décret n° 69-122 du 10 juin 1969, M. Goeh Antoine, commissaire de police de 5<sup>e</sup> échelon est promu commissaire principal de police de 1<sup>er</sup> échelon à compter du 1<sup>er</sup> juillet 1970 (A.C. huit mois).

N° 105/INT/DSN du 27/10/70 — Conformément aux dispositions prévues par les articles 86 et 88 de l'ordonnance n° 11 du 10 juin 1969 et par les articles 25 et 26 du décret n° 69-122 du 10 juin 1969, M. Sognigbe David, officier de police de 2<sup>e</sup> classe est promu officier de police de 1<sup>er</sup> classe 1<sup>er</sup> échelon à compter du 1<sup>er</sup> juillet 1970 (A.C. deux mois).

N° 106-INT-DSN du 27-10-70 — Conformément aux dispositions prévues par les articles 86 et 88 de l'ordonnance n° 11 du 10 juin 1969 et par les articles 38 et 39 du décret n° 69-122 du 10 juin 1969, les officiers de police adjoints de 2<sup>e</sup> classe ci-dessous désignés sont promus au grade d'officiers de police adjoints de 1<sup>re</sup> classe 1<sup>er</sup> échelon, comme suit, à compter du 1<sup>er</sup> juillet 1970 :

Akodjekpo Dossou Florentin (A.C. six mois)

Attivi Dansou Foli Justin (A.C. six mois)

Houegan Soglo Paul (A.C. six mois)

Afantodji Michel (A.C. quatre mois)

Tetevi Raphaël (A.C. deux mois).

N° 107/INT/DSN du 27/10/70 — Conformément aux dispositions prévues par les articles 86 et 89 de l'ordonnance n° 11 du 10 juin 1969 et par les articles 65 et 66 du décret n° 69-122 du 10 juin 1969, M. Géraldo Saliou Ignace, brigadier de police, est promu brigadier-chef de police de 1<sup>er</sup> échelon à compter du 1<sup>er</sup> juillet 1970 (A.C. deux mois).



**Passages automatiques d'échelon**

N° 101-D-INT-DSN du 27/10/70 — En application des dispositions prévues par l'article 87 de l'ordonnance n° 11 du 10 juin 1969, sont constatés les avancements automatiques d'échelon des fonctionnaires ci-dessous désignés du corps des officiers de police adjoints du cadre spécial de la sûreté nationale, aux dates ci-après :

*Au 5<sup>e</sup> échelon du grade d'officier de police adjoint de 2<sup>e</sup> classe*  
*Pour compter du 1<sup>er</sup> mars 1970*

Afantodji Michel, officier de police adjoint de 2<sup>e</sup> cl. 4<sup>e</sup> échelon

Soglo Houégan Paul, officier de police adjoint de 2<sup>e</sup> cl. 4<sup>e</sup> échelon.

*Au 4<sup>e</sup> échelon du grade d'officier de police adjoint de 2<sup>e</sup> classe*  
*Pour compter du 1<sup>er</sup> janvier 1970*

Tchédré Théophile, officier de police adjoint de 2<sup>e</sup> cl. 3<sup>e</sup> échelon.

*Au 2<sup>e</sup> échelon du grade d'officier de police adjoint de 2<sup>e</sup> classe*  
*Pour compter du 1<sup>er</sup> mars 1970*

Agnague Jérôme Gédéon,  
 Bouraïma Aboudou Inoussa,  
 Dunya Komi Bernard,  
 Eklou René,  
 Naykpagah Koffi Lucas,  
 Seklé Koffi Théodore,  
 officiers de police adjoints de 2<sup>e</sup> classe 1<sup>er</sup> échelon.

**Nomination**

N° 102-INT-DSN du 23-10-70 — Conformément aux dispositions prévues au chapitre premier du titre II de l'ordonnance n° 11 du 10 juin 1969, notamment en ses articles 41, 42, premier et troisième alinéas, et 45, ainsi qu'aux dispositions prévues par les articles 60 — premier, 75 et 76 du décret n° 69-122 du 10 juin 1969.

Ajavon Léon Yves	Oudjeké Gaston
Ayité Amégbo Emmanuel	Amah Nicodème
Guemadji Emmanuel	

sont nommés élèves-gardiens de la paix du corps des gradés et gardiens de la paix du cadre spécial de la sûreté nationale pour compter du 1<sup>er</sup> septembre 1970 (indice 300 — chapitre 14 — article 7 du budget général), en remplacement numérique des gardiens de la paix Amessoudji Gilbert, d'Almeida Kouassi Pierre, Katchame Madaria, Singliouna Kpatcha et Tchao Atcha, décédés.

A compter du 1<sup>er</sup> septembre 1970 et pendant toute la durée de leur situation d'élèves fonctionnaires, les élèves-gardiens de la paix Ajavon Léon Yves, Ayité Amégbo Emmanuel, Guemadji Emmanuel, Oudjeké Gaston et Amah Nicodème

1<sup>o</sup>/percevront la rémunération afférente à l'indice de traitement dont est affecté leur emploi, tel qu'il est fixé au tableau inscrit à l'article 63 du décret n° 69-122 du 10 juin 1969 ;

2<sup>o</sup>/ ne seront pas assujettis, conformément aux dispositions prévues par l'article 61, premier alinéa de l'ordonnance n° 11 du 10 juin 1969, à l'exercice des retenues prévues pour constitution de pension de retraite ;

3<sup>o</sup>/ ne bénéficieront pas, en application des dispositions prévues par l'article 62, premier alinéa de l'ordonnance n° 11 du 10 juin 1969, de l'indemnité de risques instituée par le décret n° 69-124 du 12 juin 1969, conformément aux dispositions prévues par l'article 2 dudit décret.

**Suspension de fonctions**

N° 108/INT/DSN du 5/11/70 — En application des dispositions prévues par le titre V de l'ordonnance n° 11 du 10 juin 1969, les fonctionnaires du cadre spécial de la sûreté nationale ci-dessous désignés, sont suspendus de leurs fonctions pour faute grave en service à compter du 1<sup>er</sup> novembre 1970 pour une durée de quatre mois :

Kokodoko Pierre, élève officier de police  
 d'Almeida Ayité Augustin, élève officier de police adjoint  
 Midekor Paulin, gardien de la paix de 4<sup>e</sup> échelon  
 Quenum Pascal, gardien de la paix de 4<sup>e</sup> échelon  
 Hounsihoé André Angelo, gardien de la paix de 3<sup>e</sup> échelon  
 Zobinou Victor, gardien de la paix de 3<sup>e</sup> échelon  
 Adekambi Nourou, gardien de la paix de 2<sup>e</sup> échelon  
 Dutse Sébastien, élève gardien de la paix.

A compter du 1<sup>er</sup> novembre 1970 et pendant toute la durée de leur suspension de fonctions, les fonctionnaires de police sus-nommés :

1<sup>o</sup>) n'auront pas droit à leur traitement;

2<sup>o</sup>) ne bénéficieront pas de l'indemnité de risques instituée par le décret n° 69-124 du 12 juin 1969.

Le directeur de la sûreté nationale est chargé de l'exécution du présent arrêté.

## MINISTERE DES FINANCES, DE L'ECONOMIE ET DU PLAN

**Autorisations de paiement**

N° 895-D/MFEP/F du 27/10/70 — Est autorisé le paiement à l'ordre de M. le comptable du bureau d'études des postes et télécommunications d'Outre-Mer (BEPTOM), compte courant postal n° 9042-16 Paris, de la somme de trente cinq mille trois cent soixante quinze (35.375) francs cfa au titre de la rémunération des travaux effectués pour le compte du service des postes et télécommunications du Togo.

La dépense est imputable au budget général, chapitre 39, article 3, paragraphe 2, exercice 1970.

N° 896-D/MFEP/F du 27/10/70 — Est autorisé le paiement au profit de l'Agence de Coopération Culturelle et Technique, à son compte n° 202.712.410 auprès du Crédit Commercial de France 103, Avenue Champs Elysées Paris 8<sup>e</sup>, de la somme de 5.637,60 FF soit 281.880 CFA au titre de la contribution du Togo pour l'année 1970.

La dépense est imputable au budget d'investissement 1969, chapitre 39, article 3.

N° 913-D/MFEP/F du 2/11/70 — Est autorisé le paiement au profit de la compagnie industrielle du Bénin (C.I.B.) à Lomé, de la somme de deux millions trois cent mille (2.300.000) francs représentant la totalité de la participation de l'Etat au capital de cette société.

Le paiement sera effectué au compte n° 3245 — UTB Lomé de M<sup>r</sup> César Amorin.

La dépense est imputable au budget d'investissement 1969, chapitre 16, rubrique h.

**Concession de pensions de retraite, de veuve et d'orphelin**

N° 462/MFEP/MF.CR du 28/10/70 — Une pension pour ancienneté (pourcentage 61 %) au montant annuel de quatre cent onze mille cinquante six (411.056) francs est attribuée sur les fonds de la caisse de retraites du Togo à M. Aguiar Lucas, adjoint technique en chef 3<sup>e</sup> échelon du corps du personnel des travaux publics du Togo (indice 1.650) admis à la retraite.

La date de l'entrée en jouissance de cette pension est fixée au 1<sup>er</sup> octobre 1970.

M. Aguiar Lucas pourra prétendre, pour compter du 1<sup>er</sup> octobre 1970 sur justification de ses droits, au bénéfice des allocations familiales au titre de ses enfants (du 1<sup>er</sup> au 4<sup>e</sup> rang) ci-après désignés :

Victorine, née le 21 juillet 1950  
Noëlie, née le 24 décembre 1951  
Agnès, née le 28 janvier 1954  
Joseph Marie, né le 4 mai 1956.

N° 463/MFEP/MF.CR du 28/10/70 — Une pension militaire proportionnelle (pourcentage 37 %) au montant annuel de soixante trois mille quatre cent soixante huit (63.468) francs est attribuée sur les fonds de la caisse de retraites du Togo à M. Kombaté Kolani, soldat de 1<sup>re</sup> classe 5<sup>e</sup> échelon n° mle 20.963 du corps du personnel du 1<sup>er</sup> régiment interarmes togolais (indice 420) admis à la retraite.

La date de l'entrée en jouissance de cette pension est fixée au 1<sup>er</sup> août 1970.

M. Kombaté Kolani pourra prétendre, pour compter du 1<sup>er</sup> août 1970 sur justification de ses droits, au bénéfice des allocations familiales au titre de ses enfants (du 1<sup>er</sup> au 4<sup>e</sup> rang) ci-après désignés :

Sanwogou, né le 14 juin 1959  
Nayakipo, née le 1<sup>er</sup> mai 1964  
Makiyissoa, née le 24 octobre 1966  
Désiré, né le 8 mai 1970.

N° 464/MFEP/MF.CR du 28/10/70 — Une pension militaire proportionnelle (pourcentage 37 %) au montant annuel de cent quarante trois mille cinq cent cinquante deux (143.552) francs est attribuée sur les fonds de la caisse de retraites du Togo à M. Homawoo Emmanuel, adjudant 2<sup>e</sup> échelon n° mle 20.064 du corps du personnel du 1<sup>er</sup> régiment interarmes togolais (indice 950) admis à la retraite.

La date de l'entrée en jouissance de cette pension est fixée au 1<sup>er</sup> août 1970.

M. Homawoo Emmanuel pourra prétendre, pour compter du 1<sup>er</sup> août 1970 sur justification de ses droits, au bénéfice des allocations familiales au titre de ses enfants (du 1<sup>er</sup> au 6<sup>e</sup> rang) ci-après désignés :

Rejoice, née le 16 juin 1956  
Juliana, née le 18 mai 1962  
Mathias, né le 9 novembre 1963  
Augustino, né le 27 mai 1965  
Marcus, né le 25 avril 1967  
Joseph, né le 14 février 1969.

N° 465/MFEP/MF.CR du 28-10-70 — Est et demeure rapporté en ce qui concerne Mme veuve Mensah Pauline Anoko (née Lawson), épouse de M. Mensah Robert, gardien de la paix de 1<sup>re</sup> classe 1<sup>er</sup> échelon décédé, l'arrêté n° 220/MFE/MF/CR du 21 août 1967 portant attribution d'une pension de veuve et d'une rente viagère d'invalidité.

Le présent arrêté a effet pour compter du 1<sup>er</sup> mars 1970.

N° 466-MFEP-MF-CR du 28-10-70 — Une pension proportionnelle (pourcentage 63 %) au montant annuel de deux cent cinquante sept mille deux cent quatre vingt douze (257.292) francs est attribuée sur les fonds de la caisse de retraites du Togo à M. Bessi Gabriel, adjoint administratif principal 3<sup>e</sup> échelon du corps du personnel de l'administration générale du Togo (indice 1.000) admis à la retraite.

La date de l'entrée en jouissance de cette pension est fixée au 1<sup>er</sup> juillet 1970.

M. Bessi Gabriel pourra prétendre, pour compter du 1<sup>er</sup> juillet 1970 sur justification de ses droits, au bénéfice des allocations familiales au titre de ses enfants (du 7<sup>e</sup> au 11<sup>e</sup> et du 14<sup>e</sup> au 18<sup>e</sup> rang) ci-après désignés :

Hubert, né le 11 février 1951  
Euloge, né le 11 mars 1953  
Ida, née le 14 avril 1954  
Michelle, née le 30 mai 1955  
Brigitte, née le 13 octobre 1956  
Sidonie, née le 24 août 1961  
Jacqueline, née le 1<sup>er</sup> mai 1964  
Pulchérie, née le 9 septembre 1964  
Magloire, né le 22 octobre 1965  
Hortense, née le 21 septembre 1968.

N° 467-MFEP-MF-CR du 28-10-70 — M. Kampo Poro Norbert, contremaître principal 3<sup>e</sup> échelon des chemins de fer et wharf du Togo en retraite pourra prétendre, pour compter du 1<sup>er</sup> octobre 1970 sur justification de ses droits, au bénéfice des allocations familiales au titre de son enfant Robert, né le 17 septembre 1970.

N° 468-MFEP-MF-CR du 28-10-70 — Une pension militaire proportionnelle (pourcentage 42 %) au montant annuel de soixante douze mille quarante quatre (72.044) francs est attribuée sur les fonds de la caisse de retraites du Togo à M. Miya Laurent, soldat de 1<sup>re</sup> classe 5<sup>e</sup> échelon n° mle 20.045 du corps du personnel du 1<sup>er</sup> régiment interarmes togolais (indice 420) admis à la retraite.

La date de l'entrée en jouissance de cette pension est fixée au 1<sup>er</sup> août 1970.

M. Miya Laurent pourra prétendre, pour compter du 1<sup>er</sup> août 1970 sur justification de ses droits, au bénéfice des allocations familiales au titre de ses enfants (du 1<sup>er</sup> au 7<sup>e</sup> rang) ci-après désignés :

Matéibassou, né en 1953  
Laurence, née le 20 octobre 1960  
Séverin, né le 21 février 1963  
Fernand, né le 26 juin 1967  
Victorine, née le 8 mai 1968  
Romuald, né le 7 février 1969  
Julienne, née le 27 janvier 1970.

N° 469/MFEP/MF/CR du 28-10-70. — Il est attribué sur les fonds de la caisse de retraites du Togo à Mme veuve Bandeira Josephine Akouavi dite Nicolette, épouse de M. Bandeira James, secrétaire d'administration de 1<sup>re</sup> classe 3<sup>e</sup> échelon des SAFC du Togo (indice 1.549, pourcentage 66 %) en retraite décédé le 1<sup>er</sup> août 1970, une pension de veuve au taux annuel de deux cent huit mille sept cent soixante quatre (208.764) francs pour compter du 1<sup>er</sup> août 1970.

Par application des dispositions de l'article 22, paragraphe 11 de la loi n° 63-18 du 21 novembre 1963, il est alloué à Mme veuve Bandeira Josephine Akouavi dite Nicolette une majoration

pour famille nombreuse au taux de 15 % de sa pension principale au titre de ses enfants ci-après désignés :

Georges, né le 5 octobre 1944  
Monique, née le 7 juin 1946  
Lydia, née le 28 mars 1950  
Victoire, née le 30 avril 1953.

Le montant annuel de cette majoration est fixé à trente et un mille trois cent seize (31.316) francs pour compter du 1<sup>er</sup> août 1970.

Il est également alloué sur les fonds de la même caisse, une pension temporaire d'orphelin fixée à quarante et un mille sept cent cinquante deux (41.752) francs l'an pour compter du 1<sup>er</sup> août 1970 à chacun des orphelins mineurs du de cujus dénommés ci-après :

Lydia, née le 28 mars 1950  
Victoire, née le 30 avril 1953  
Geneviève, née le 8 janvier 1956  
Régine, née le 23 juillet 1958  
Adolphe, né le 18 août 1961.

Payables jusqu'à l'âge de 21 ans révolus des enfants, les pensions d'orphelin accordées ci-dessus, susceptibles d'être comparées au montant des avantages familiaux prévus par les textes en vigueur seront versées entre les mains de M. Bandeira Robert Anatole, administrateur des biens et tuteur des orphelins du de cujus.

N° 470/MFEP/MF/CR du 28-10-70 — Une pension militaire proportionnelle (pourcentage 35%) au montant annuel de soixante mille trente six (60.036) francs est attribuée sur les fonds de la caisse de retraites du Togo à M. Agbonou Christophe, soldat de 1<sup>ère</sup> classe 5<sup>e</sup> échelon n° mle 21.004 du corps du personnel du 1<sup>er</sup> régiment interarmes togolais (indice 420) admis à la retraite.

La date de l'entrée en jouissance de cette pension est fixée au 1<sup>er</sup> août 1970.

M. Agbonou Christophe pourra prétendre, pour compter du 1<sup>er</sup> août 1970 sur justification de ses droits, au bénéfice des allocations familiales au titre de ses enfants (du 1<sup>er</sup> au 7<sup>ème</sup> rang) ci-après désignés :

Ablavi, née le 1<sup>er</sup> janvier 1954  
Akouvi, née le 12 octobre 1956  
Immaculée, née le 8 décembre 1959  
Marie, née le 4 avril 1961  
Corneille, né le 14 septembre 1963  
Thérèse, née le 28 septembre 1965  
René, né le 6 septembre 1968.

N° 471-MFEP-MF/CR du 28-10-70 — Il est attribué sur les fonds de la caisse de retraites du Togo à Mme veuve Messan Nouchet Goussi (née Méganvi), épouse de M. Messan Nouchet Augustin, écrivain principal de 2<sup>e</sup> classe des chemins de fer du Togo (indice 556, pourcentage 35%) en retraite décédé le 26 août 1969, une pension de veuve au taux annuel de trente neuf mille sept cent quarante (39.740) francs pour compter du 1<sup>er</sup> septembre 1969.

Il est également attribué sur les fonds de la même caisse une pension temporaire d'orphelin fixée à sept mille neuf cent quarante huit (7.948) francs l'an pour compter du 13 octobre 1969 à l'orpheline mineure dénommée Afiwa Josephine, née le 3 août 1951.

Payable jusqu'à l'âge de 21 ans révolus de l'enfant, la pension d'orphelin accordée ci-dessus, susceptible d'être comparée au montant des avantages familiaux prévus par les textes en vigueur sera versée entre les mains de M. Messan Nouchet Laurent, admi-

nistrateur des biens et tuteur de l'orpheline mineure du de cujus ainsi que les arrérages de pension dus à l'intéressé pendant la période du 1<sup>er</sup> juin au 31 août 1969.

N° 472/MFEP/MF/CR du 28-10-70 — Est et demeure rapporté l'arrêté n° 346/MFE/MF/CR du 12 novembre 1968 portant attribution d'une pension à Mme veuve d'Almeida Sonkoudé Pétrina (née Ananou), épouse de M. d'Almeida Benoît, infirmier principal de classe exceptionnelle de la santé publique du Togo décédé.

Le présent arrêté a effet à compter du 1<sup>er</sup> mai 1970.

N° 474/MFEP/MF/CR du 28-10-70 — Une pension militaire proportionnelle (pourcentage 38%) au montant annuel de soixante cinq mille cent quatre vingt (65.180) francs est attribuée sur les fonds de la caisse de retraites du Togo à M. Nabiyou Abalo, soldat de 1<sup>ère</sup> classe 5<sup>e</sup> échelon n° mle 20.938 du corps du personnel du 1<sup>er</sup> régiment interarmes togolais (indice 420) admis à la retraite.

La date de l'entrée en jouissance de cette pension est fixée au 1<sup>er</sup> août 1970.

M. Nabiyou Abalo pourra prétendre, pour compter du 1<sup>er</sup> août 1970 sur justification de ses droits au bénéfice des allocations familiales au titre de ses enfants (du 1<sup>er</sup> au 6<sup>ème</sup> rang) ci-après désignés :

Abalo, né en 1953  
George, né le 23 avril 1961  
Gontran, né le 27 mars 1964  
Raphaël, né le 3 septembre 1966  
Berthe, née le 4 juillet 1967  
Thomas, né le 18 décembre 1968.

N° 475/MFEP/MF/CR du 28-10-70 — Une pension militaire proportionnelle (pourcentage 38%) au montant annuel de quatre vingt neuf mille deux cent trente six (89.236) francs est attribuée sur les fonds de la caisse de retraites du Togo à M. Adandogou Antoine, caporal-chef 5<sup>e</sup> échelon n° mle 18.276 du corps du personnel du 1<sup>er</sup> régiment interarmes togolais (indice 575) admis à la retraite.

La date de l'entrée en jouissance de cette pension est fixée au 1<sup>er</sup> août 1970.

M. Adandogou Antoine pourra prétendre, pour compter du 1<sup>er</sup> août 1970 sur justification de ses droits, au bénéfice des allocations familiales au titre de ses enfants (du 1<sup>er</sup> au 15<sup>ème</sup> rang) ci-après désignés :

Victorine, née le 29 novembre 1955  
Célestine, née le 27 juillet 1956  
Denise, née le 3 novembre 1957  
Berthe, née le 17 janvier 1958  
Adolphe, né le 8 février 1960  
Georgina, née le 22 avril 1962  
Robert, né le 29 avril 1964  
Darius, né le 19 décembre 1964  
Damienne, née le 19 décembre 1964  
Yvette, née le 21 octobre 1965  
Marie-Claire, née le 24 octobre 1966  
Catherine, née le 25 novembre 1966  
Servain, né le 13 mai 1968  
Constance, née le 18 mars 1969  
Pauline, née le 2 avril 1969.

N° 476/MFEP/MF-CR du 28-10-70 — Une pension militaire pour ancienneté (pourcentage 52%) au montant annuel de quatre vingt neuf mille cent quatre vingt seize (89.196) francs payable sur les fonds de la caisse de retraites du Togo pour compter du 1<sup>er</sup> août 1970;

à cent sept mille deux cent soixante quatorze (107.274) francs pour compter du 1<sup>er</sup> octobre 1962 payable sur les fonds de l'Etat français à M. Ayassor Agoliba, soldat de 1<sup>ère</sup> classe 5<sup>e</sup> échelon n° mle. 14.123 du corps du personnel du 1<sup>er</sup> régiment interarmes togolais (indice 420) admis à la retraite.

Par application des dispositions de l'article 16 du décret n° 64-6 du 14 janvier 1964, l'intéressé conserve la pension servie par la France, celle-ci étant plus avantageuse.

M. Ayassor Agoliba pourra prétendre, pour compter du 1<sup>er</sup> août 1970 sur justification de ses droits, au bénéfice des allocations familiales au titre de ses enfants (du 1<sup>er</sup> au 9<sup>e</sup> rang) ci-après désignés :

Lucien, né le 8 janvier 1955  
Lucienne, née le 12 janvier 1957  
Monique, née le 5 août 1959  
Thérèse, née le 16 décembre 1961  
Toussaint, né le 1<sup>er</sup> novembre 1964  
Léonard, né le 27 juillet 1965  
Charles, né le 4 novembre 1966  
Patrice, né le 17 mars 1968  
Virginie, née le 9 juillet 1970.

N° 477/MFEP/MF-CR du 28-10-70 — La pension pour ancienneté concédée sur les fonds de la caisse de retraites du Togo à M. Tetekpli Kangni Jean, brigadier-chef de classe exceptinonnel des douanes du Togo admis à la retraite est révisée et fixée au taux de 75% des émoluments de base correspondant à l'indice local 670 pour compter du 1<sup>er</sup> janvier 1970.

Le montant annuel de la nouvelle pension est fixé à deux cent cinq mille deux cent vingt quatre (205.224) francs pour compter du 1<sup>er</sup> janvier 1970.

Il est également attribué sur les fonds de la caisse de retraites du Togo à M. Tetekpli Kangni Jean pour compter du 1<sup>er</sup> janvier 1970, une majoration pour famille nombreuse au taux de 25% de sa nouvelle pension principale au titre de ses enfants (du 1<sup>er</sup> au 6<sup>e</sup> rang) ci-après désignés :

Edouard, né le 16 octobre 1946  
Hélène, née le 6 septembre 1949  
Emmanuel, né le 2 janvier 1951  
Germain, né le 19 avril 1952  
Paul, né le 29 juin 1952  
Raymond, né le 23 janvier 1953.

Le montant annuel de la majoration prévue ci-dessus est fixé à cinquante et un mille trois cent huit (51.308) francs pour compter du 1<sup>er</sup> janvier 1970.

M. Tetekpli Kangni Jean pourra prétendre, pour compter du 1<sup>er</sup> janvier 1970 sur justification de ses droits, au bénéfice des allocations familiales au titre de ses enfants (du 7<sup>e</sup> au 25<sup>e</sup> rang) ci-après désignés :

Prosper, né le 18 décembre 1953  
Randolph, né le 11 février 1955  
Mathieu, né le 24 février 1955  
Charles, né le 14 janvier 1956  
Marguerite, née le 1<sup>er</sup> septembre 1956  
François, né le 8 septembre 1956  
Nicolas, né le 6 juillet 1957  
Venance, né le 28 mars 1958  
Jeanne, née le 18 août 1958

Apolonia, née le 5 janvier 1959  
Gladis, née le 19 février 1962  
Louis, né le 25 août 1962  
Godfroy, né le 12 décembre 1962  
Victorine, née le 20 juillet 1963  
Gladstone, né le 3 août 1964  
Michel, né le 5 mars 1966  
Patient, né le 5 mars 1966  
Siegfried, né le 25 août 1967  
Jacqueline, née le 5 décembre 1968.

Les sommes déjà perçues par l'intéressé en application de l'arrêté n° 307-MFEP-MF-CR du 16 juillet 1970 seront déduites des arrérages de la nouvelle pension fixée par le présent arrêté.

N° 478/MFEP/MF-CR du 28-10-70 — Une pension pour ancienneté (pourcentage 62%) au montant annuel de deux cent quarante mille cinq cent quarante huit (240.548) francs payable comme suit :

Cent trente et un mille sept cent soixante six (131.766) francs CFA sur les fonds de l'Etat français pour compter du 1<sup>er</sup> juin 1962 ;

Cent huit mille sept cent quatre vingt deux (108.782) francs CFA sur les fonds de la caisse de retraites du Togo pour compter du 1<sup>er</sup> août 1970 à M. Tagba Félix, adjudant 2<sup>e</sup> échelon n° mle 86.988 du corps du personnel du 1<sup>er</sup> régiment interarmes togolais (indice 950) admis à la retraite.

M. Tagba Félix pourra prétendre, pour compter du 1<sup>er</sup> août 1970 sur justification de ses droits, au bénéfice des allocations familiales au titre de ses enfants (du 1<sup>er</sup> au 14<sup>e</sup> rang) ci-après désignés :

Jean, né en 1952  
Kossoa, née le 19 juillet 1953  
Agathe, née le 12 mars 1956  
Yawou, né le 23 août 1957  
Kossi, né le 16 février 1958  
Colette, née le 24 mars 1963  
Odette, née le 4 septembre 1963  
Cyr Uluette, née le 12 juin 1964  
Yvette, née le 23 janvier 1966  
Amélie, née le 8 septembre 1967  
Nestor, né le 12 août 1968  
Ephrem, né le 8 septembre 1968  
Germaine, née le 18 janvier 1969  
Cyriaque, née le 13 mars 1970.

N° 479/MFEP/MF-CR du 28/10/70 — Une pension militaire proportionnelle (pourcentage 35 %) au montant annuel de soixante mille trente six (60.036) francs est attribuée sur les fonds de la caisse de retraites du Togo à M. Kessira Michel, soldat de 1<sup>ère</sup> classe 5<sup>e</sup> échelon n° mle 22.795 du corps du personnel du 1<sup>er</sup> régiment interarmes togolais (indice 420) admis à la retraite.

La date de l'entrée en jouissance de cette pension est fixée au 1<sup>er</sup> août 1970.

M. Kessira Michel pourra prétendre, pour compter du 1<sup>er</sup> août 1970 sur justification de ses droits, au bénéfice des allocations familiales au titre de ses enfants (du 1<sup>er</sup> au 10<sup>e</sup> rang) ci-après désignés :

Michel, né en 1955  
Euloge, né le 11 mars 1960  
Bernard, né le 17 août 1961  
Marguerite, née le 25 avril 1962

Pauline, née le 15 janvier 1964  
 Emmanuel, né le 16 décembre 1964  
 Anne, née le 25 juillet 1965  
 Jean Dieu, né le 8 mars 1967  
 Elie, né le 17 août 1968  
 Lambert, né le 17 septembre 1969.

N° 480/MFEP/MF/CR du 28/10/70 — Une pension militaire proportionnelle (pourcentage 37 %) au montant annuel de soixante trois mille quatre cent soixante huit (63.468) francs est attribuée sur les fonds de la caisse de retraites du Togo à M. Aloï Pahame, soldat de 1<sup>re</sup> classe 5<sup>e</sup> échelon n° mle 20.829 du corps du personnel du 1<sup>er</sup> régiment interarmes togolais (indice 420) admis à la retraite.

La date de l'entrée en jouissance de cette pension est fixée au 1<sup>er</sup> août 1970.

M. Aloï Pahame pourra prétendre, pour compter du 1<sup>er</sup> août 1970 sur justification de ses droits, au bénéfice des allocations familiales au titre de son enfant Cathérine, née le 29 décembre 1964.

N° 481/MFEP/MF/CR du 28/10/70 — Une pension militaire proportionnelle (pourcentage 38 %) au montant annuel de soixante cinq mille cent quatre vingts (65.180) francs est attribuée sur les fonds de la caisse de retraites du Togo à M. Lamboni Tandjomé, soldat de 1<sup>re</sup> classe 5<sup>e</sup> échelon n° mle 20.835 du corps du personnel du 1<sup>er</sup> régiment interarmes togolais (indice 420) admis à la retraite.

La date de l'entrée en jouissance de cette pension est fixée au 1<sup>er</sup> août 1970.

M. Lamboni Tandjomé pourra prétendre, pour compter du 1<sup>er</sup> août 1970 sur justification de ses droits, au bénéfice des allocations familiales au titre de ses enfants (du 1<sup>er</sup> au 2<sup>e</sup> rang) ci-après désignés :

Jeanne, née le 13 mai 1961  
 Rose, née le 30 août 1965.

N° 482/MFEP/MF/CR du 28/10/70 — M. Bodjolle Emmanuel, commandant du corps des forces armées togolaises en retraite pourra prétendre, pour compter du 1<sup>er</sup> octobre 1970 sur justification de ses droits, au bénéfice des allocations familiales au titre de son enfant Evariste, né le 25 octobre 1964.

N° 483/MFEP/MF/CR du 28/10/70 — La pension pour ancienneté concédée sur les fonds de la caisse de retraites du Togo à M. Fakambi Jean, brigadier-chef de 1<sup>er</sup> échelon des douanes du Togo admis à la retraite est révisée et fixée au taux de 70 % des émoluments de base correspondant à l'indice 550 pour compter du 1<sup>er</sup> janvier 1970.

Le montant annuel de la nouvelle pension est fixé à cent cinquante sept mille deux cent trente six (157.236) francs pour compter du 1<sup>er</sup> janvier 1970.

Il est également attribué sur les fonds de la caisse de retraites du Togo à M. Fakambi Jean pour compter du 1<sup>er</sup> janvier 1970, une majoration pour famille nombreuse au taux de 15 % de sa nouvelle pension principale au titre de ses enfants (du 1<sup>er</sup> au 4<sup>ème</sup> rang) ci-après désignés :

Christine, née le 24 juillet 1942  
 Jeannette, née en 1943  
 Théophile, né le 19 juillet 1947  
 Alice, née le 21 juin 1952.

Le montant annuel de la majoration prévue ci-dessus est fixé à vingt trois mille cinq cent quatre vingt huit (23.588) francs pour compter du 1<sup>er</sup> janvier 1970.

M. Fakambi Jean pourra prétendre, pour compter du 1<sup>er</sup> janvier 1970 sur justification de ses droits, au bénéfice des allocations familiales au titre de ses enfants (du 5<sup>e</sup> au 22<sup>e</sup> rang) ci-après désignés :

Théodore, né le 9 novembre 1954  
 Nicaise, né le 14 avril 1956  
 Pacôme, né le 14 mai 1956  
 Brigitte, née le 20 octobre 1956  
 Monique, née le 4 mai 1957  
 Elisabeth, née le 4 décembre 1957  
 Hilarion, né le 23 octobre 1958  
 Akosia, né le 16 novembre 1958  
 Henri, né le 13 juillet 1959  
 Mathilde, née le 12 mars 1961  
 Denise, née le 15 juillet 1962  
 Alphonse, né le 3 août 1962  
 Marthe, née le 27 juillet 1963  
 Philomène, née le 12 novembre 1965  
 Cathérine, née le 25 novembre 1965  
 Maximin, né le 28 mai 1967  
 Cécile, née le 21 novembre 1967  
 Appoline, née le 9 février 1968.

Les sommes déjà perçues par l'intéressé en application de l'arrêté n° 305/MFEP/MF/CR du 16 juillet 1970 seront déduites des arrérages de la nouvelle pension fixée par le présent arrêté.

### Débet

N° 460/MFEP/F du 27-10-70 — M. Bamézon Emmanuel, agent d'exploitation de 2<sup>e</sup> classe 1<sup>er</sup> échelon et ancien receveur des postes et télécommunications de Kpémé est déclaré en débet envers la République togolaise de la somme de cinq cent quatre mille cent cinquante huit (504.158) francs représentant le montant des timbres-poste disparus lors du vol commis à son bureau dans la nuit du 30 au 31 décembre 1969.

Un ordre de recette d'égal montant sera émis à l'encontre de l'intéressé au profit du budget général.

### Rôles

N° 489/MFEP/AI du 30-10-70 — Est approuvé et rendu exécutoire le rôle exercice 1969 ci-après :

### BUDGET DE CIRCONSCRIPTION

#### Circonscription de Sokodé

284 Taxe civique	9.334.800	
		9.334.800
		9.334.800

La date de mise en recouvrement du rôle ci-dessus s'élevant à la somme de neuf millions trois cent trente quatre mille huit cents francs est fixée au 25 octobre 1970.

N° 490/MFEP/AI du 30-10-70. — Sont pris en charge les rôles de régularisation exercice 1969 ci-après :

## BUDGET GENERAL

## Commune de Lomé

285	Taxe progressive	20.420	
	I.G.R.	497.546	
			517.966
			517.966

N° 492/MFEP/AI du 30-10-70. — Est pris en charge le rôle de régularisation exercice 1970 ci-après :

## BUDGET GENERAL

## Commune de Lomé

283	Taxe progressive	14.850	
	I.G.R.	497.546	
			512.396

## BUDGET COMMUNAL

## Commune de Lomé

283	Taxe civique		5.280
			517.676

N° 493/MFEP/AI du 30-10-70. — Sont approuvés et rendus exécutoires les rôles exercice 1970 ci-après :

## BUDGET GENERAL

## Circonscription de Lomé

125	Patentes	1.894.501	
	Licences	325.000	
			2.219.501

## Circonscription d'Anécho

126	Patentes	829.569	
	Licences	340.000	
			1.169.569

## Circonscription de Tabligbo

127	Patentes	430.935	
	Licences	129.000	
			559.935
			3.949.005

## BUDGET COMMUNAL

## Commune de Tsévié

128	Patentes	398.733	
	Ca/patentes	39.856	
	Licences	119.000	
	Ca/licences	11.900	
			569.489

## Commune d'Anécho

129	Patentes	781.765	
	Ca/patentes	156.341	
	Licences	268.000	
	Ca/licences	53.600	
			1.259.706
			1.829.195
			5.778.200

La date de mise en recouvrement des rôles ci-dessus s'élevant à la somme de cinq millions sept cent soixante dix huit mille deux cents francs est fixée au 25 octobre 1970.

N° 494/MFEP/AI du 30-10-70. — Sont approuvés et rendus exécutoires les rôles exercice 1970 ci-après :

## BUDGET COMMUNAL

## Commune de Lomé

114	T.V.L.	1.762.539	
	T.V.V.	66.000	
	T.V.	1.065.647	
			2.894.186
115	T.V.L.	2.109.371	
	T.V.V.	14.280	
	T.V.	1.162.167	
			3.285.818
			6.180.004
			6.180.004

La date de mise en recouvrement des rôles ci-dessus s'élevant à la somme de six millions cent quatre vingt mille quatre francs est fixée au 15 octobre 1970.

N° 495/MFEP/AI du 30-10-70. — Sont pris en charge les rôles de régularisation exercice 1970 ci-après :

## BUDGET GENERAL

105	Tsévié, taxe progressive	22.689	
	Anécho, taxe progressive	67.918	
	Vogan, taxe progressive	3.415	
	Tabligbo, taxe progressive	2.535	
			96.557
106	Palimé, taxe progressive	47.609	
	Nuatja, taxe progressive	2.585	
	Atakpamé, taxe progressive	95.615	
	Akposso, taxe progressive	579.156	
			724.965
107	Sotouboua, taxe progressive	6.594	
	Sokodé, taxe progressive	125.689	
	Bafilo, taxe progressive	5.470	
	Bassari, taxe progressive	14.526	
	Lama-Kara, taxe progressive	11.058	
	Niamtougou, taxe progressive	15.255	
	Kandé, taxe progressive	3.791	
	Dapango, taxe progressive	3.883	
	Mango, taxe progressive	23.021	
			209.287
			1.030.809
			1.030.809

N° 496/MFEP/AI du 30-10-70. — Sont pris en charge les rôles de régularisation exercice 1970 ci-après :

## BUDGET GENERAL

## Commune de Lomé

98	Taxe progressive	19.609.411	
	Versement forfaitaire	14.032.808	
			33.642.219
99	B.I.C.	7.500	
	Taxe progressive	42.455	
			49.955
			33.692.174
			à reporter 33.692.174



report ..... 33.692.174  
BUDGET COMMUNAL

*Commune de Lomé*

98	Taxe civique	1.413.055	
99	Taxe civique	31.320	
100	Patentes	181.665	
	C/a sur patentes	33.331	
		214.996	
			1.659.371
			35.351.545

N° 497-MFEP-AI du 30-10-70. — Sont approuvés et rendus exécutoires les rôles exercice 1970 ci-après :

## BUDGET GENERAL

116	Nuatja B.I.C.	78.500	
	I.G.R.	66.000	
		144.500	
117	Atakpamé B.I.C.	78.000	
	I.G.R.	47.700	
		125.700	
118	Akposso B.I.C.	150.250	
	T.P.	29.500	
	I.G.R.	284.642	
		464.392	
119	Sotouboua B.I.C.	15.500	
	T.P.	141.720	
	I.G.R.	37.080	
		194.300	
120	Sokodé B.I.C.	392.103	
	T.P.	103.380	
	I.G.R.	226.260	
		721.743	
121	Lama-Kara B.I.C.	69.732	
	I.G.R.	58.560	
		128.292	
122	Mango B.I.C.	5.260	
	I.G.R.	8.760	
		14.020	
123	Dapango B.I.C.	124.011	
	T.P.	113.610	
	I.G.R.	67.920	
		305.541	
			2.098.488

## BUDGET COMMUNAL

*Commune de Sokodé*

124	Patentes	1.129.600	
	C/a s/patentes	112.933	
	Licences	227.500	
	C/a s/licences	22.750	
			1.492.783
			3.591.271

La date de mise en recouvrement des rôles ci-dessus s'élevant à la somme de trois millions cinq cent quatre vingt onze mille deux cent soixante onze francs est fixée au 25 octobre 1970.

N° 498-MFEP-AI du 30-10-70 — Sont pris en charge les rôles de régularisation exercice 1970 ci-après :

## BUDGET GENERAL

102	Tsévié taxe progressive	1.939	
	Anécho taxe progressive	14.341	
	Vogan taxe progressive	10.245	
	Tabligbo taxe progressive	2.905	
		29.430	
103	Palimé taxe progressive	19.425	
	Nuatja taxe progressive	2.365	
	Atakpamé taxe progressive	94.890	
		116.680	
104	Sokodé taxe progressive	39.215	
	Bassari taxe progressive	9.060	
	Bafilo taxe progressive	3.170	
	Lama-Kara taxe progressive	39.170	
	Niamtougou taxe progressive	2.129	
	Kandé taxe progressive	336	
	Pagouda taxe progressive	2.610	
	Mango taxe progressive	16.355	
		110.045	
			256.155
			256.155

N° 499-MFEP-AI du 30-10-70 — Sont pris en charge les rôles de régularisation exercice 1970 ci-après :

## BUDGET GENERAL

*Commune de Lomé*

111	Taxe progressive	13.901.769	
	Versement forfaitaire	5.286.655	
		19.182.424	
112	Taxe progressive	49.885	
	B.I.C.	18.750	
		68.635	
			19.251.059

## BUDGET COMMUNAL

*Commune de Lomé*

111	Taxe civique	597.550	
112	Taxe civique	23.760	
113	Patentes	209.765	
	C/a s/patentes	34.452	
		244.217	
			865.587
			20.116.586

N° 500-MFEP-AI du 30-10-70 — Est pris en charge le rôle de régularisation exercice 1970 ci-après :

## BUDGET GENERAL

*Circonscription de Lomé*

101	Patentes		6.120
			6.120

## MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION NATIONALE

DECISION N° 215-MEN du 2-11-70 fixant les dates des congés scolaires pour l'année scolaire 1970-1971.

## LE MINISTRE DE L'ÉDUCATION NATIONALE,

Vu le décret n° 67-22 du 26 janvier 1967 définissant les compétences ministérielles en matière de recrutement, d'administration et de gestion des diverses catégories de personnel ;

Vu l'arrêté n° 32.E du 18 janvier 1935 organisant l'enseignement officiel au Togo ;

Vu l'arrêté n° 160.50/E du 23 février 1950 fixant le statut de l'enseignement officiel du second degré,

## DECIDE :

Article premier — En sus des jours fériés réglementaires, les dates des congés scolaires pour l'année 1970-1971 sont fixées comme suit :

Type de congé	DUREE		
	Enseignement primaire	Enseignement secondaire technique	Enseign. sup.
TOUSSAINT	du vendredi 30 octobre 1970 au soir au mardi 3 novembre 1970 au matin	du samedi 31 octobre 1970 à midi au mardi 3 novembre 1970 au matin	—
NOEL & NOUVEL AN	du vendredi 18 décembre 1970 au soir au lundi 4 janvier 1971 au matin	du samedi 19 décembre 1970 à midi au lundi 4 janvier 1971 au matin	—
MARDI GRAS	du vendredi 19 février 1971 au soir au jeudi 25 février 1971 au matin	du samedi 20 février 1971 à midi au jeudi 25 février 1971 au matin	—
PAQUES	du vendredi 2 avril 1971 au soir au mardi 13 avril 1971 au matin	du samedi 3 avril 1971 à midi au mardi 13 avril 1971 au matin	—
FETE NATIONALE	du vendredi 23 avril 1971 au soir au mercredi 28 avril 1971 au matin	du samedi 24 avril 1971 à midi au mercredi 28 avril 1971 au matin	—
GRANDES VACANCES	du mercredi 30 juin 1971 au soir au lundi 30 septembre 1971 au matin	du mercredi 30 juin 1971 à midi au lundi 30 septembre 1971 au matin	—

Art. 2 — La présente décision sera enregistrée, publiée et communiquée partout où besoin sera.

Lomé, le 2 novembre 1970

B. Lambony

### Admission aux concours de recrutement à l'école normale supérieure

N° 207-D-MEN du 23-10-70 — Sont déclarés définitivement admis aux concours de recrutement d'élèves-professeurs, d'élèves-maîtres à l'école normale supérieure (section E.N.S., E.N.I. et C.N.A.) session du 17 septembre 1970 les candidats dont les noms suivent par ordre de mérite :

## Ecole Normale Supérieure

## Section : E.N.S.

## A) Garçons —

- |                                      |  |
|--------------------------------------|--|
| 1 <sup>er</sup> Segbefia Constantin  | 12 <sup>e</sup> Akakpo K. Moïse        |
| 2 <sup>e</sup> Biao Abdou            | 13 <sup>e</sup> Kouevi Mensan Basile   |
| 3 <sup>e</sup> Barkola Salifou André | 14 <sup>e</sup> Edorh Ananou Jean      |
| 4 <sup>e</sup> Tetewala Edmond       | 15 <sup>e</sup> Awidina Théodore       |
| 5 <sup>e</sup> Douti Marc            | 16 <sup>e</sup> Ayité Amavi Jérôme     |
| 6 <sup>e</sup> Edorh Ezin Jean       | 17 <sup>e</sup> Gayibor Germain        |
| 7 <sup>e</sup> Noutsougan Patrice    | 18 <sup>e</sup> Weti Emmanuel          |
| 8 <sup>e</sup> Djade Clément         | 19 <sup>e</sup> Guemba Toussaint       |
| 9 <sup>e</sup> Kouassi H. Robert     | 20 <sup>e</sup> Sossou Crystallin      |
| 10 <sup>e</sup> Tagba Paul Toi       | 21 <sup>e</sup> Kougnassoukou Philippe |
| 11 <sup>e</sup> Mensah K. Erasmus    |  |

## B) Fille —

- 1<sup>re</sup> d'Almeida Isabelle

## Section : E.N.I.

## A) Garçons —

- |                                   |                                      |
|-----------------------------------|--------------------------------------|
| 1 <sup>er</sup> Djikpo Mermoz     | 5 <sup>e</sup> Tossa K. Pierre       |
| 2 <sup>e</sup> Senouwoe Toussaint | 6 <sup>e</sup> Amenyiha Stéphan      |
| 3 <sup>e</sup> Aych Gabriel       | 7 <sup>e</sup> Apenyviagba Gladstone |
| 4 <sup>e</sup> Taka Virgile       | 8 <sup>e</sup> Adjibodin Paul        |

- |                                      |                                      |
|--------------------------------------|--------------------------------------|
| 9 <sup>e</sup> Kabate Pascal         | 19 <sup>e</sup> Agbodeka Joseph      |
| 10 <sup>e</sup> Tchitou Moustaphiou  | 20 <sup>e</sup> Tchezoum K. Emmanuel |
| 11 <sup>e</sup> Koudri Martin        | 21 <sup>e</sup> Segbor Benjamin      |
| 12 <sup>e</sup> Lawson Tétévi Johann | 22 <sup>e</sup> Sumadu Henri         |
| 13 <sup>e</sup> Bassowou C. Jean     | 23 <sup>e</sup> Ahonda Robert        |
| 14 <sup>e</sup> Ananou Célestin      | 24 <sup>e</sup> Akofo Thomas         |
| 15 <sup>e</sup> Ayivi Paul           | 25 <sup>e</sup> Vivor Lucien         |
| 16 <sup>e</sup> Agbete Théophile     | 26 <sup>e</sup> Wouli Kodzo          |
| 16 <sup>e</sup> Tete E. Rogatien     | 27 <sup>e</sup> Sewa Emile           |
| 18 <sup>e</sup> Noamesthié Charles   | 27 <sup>e</sup> Ahavi Emmanuel       |

## B) Filles —

- |                                     |                                   |
|-------------------------------------|-----------------------------------|
| 1 <sup>re</sup> Leguessim Bernadine | 4 <sup>e</sup> Mme Keteku Thérèse |
| 2 <sup>e</sup> Mme Dackey Nicole    | (née Adjamgba)                    |
| 3 <sup>e</sup> Fadikpe Vicentia     | 5 <sup>e</sup> Dossou Antoinette  |
|                                     | 6 <sup>e</sup> Doe Béatrice       |
|                                     | 7 <sup>e</sup> Alover Frieda      |

## Section : C.N.A.

## A) Garçons —

- |  |                                      |
|--|--------------------------------------|
| 1 <sup>er</sup> Koussoungbo Paul       | 17 <sup>e</sup> Dogomangue Faogote   |
| 1 <sup>er</sup> de Souza Séverin       | 18 <sup>e</sup> Fankeba Paulin       |
| 3 <sup>e</sup> Amagli Roudolphe        | 19 <sup>e</sup> Vianou Kétého        |
| 4 <sup>e</sup> Noameshie M. A. Dichy   | 20 <sup>e</sup> Vessikpo Bouraïma    |
| 5 <sup>e</sup> Folly Kester            | 21 <sup>e</sup> Agossou Germain      |
| 6 <sup>e</sup> Atitsq A. Emmanuel      | 21 <sup>e</sup> Yovo A. Gladman      |
| 7 <sup>e</sup> Alomébla Gabriel        | 23 <sup>e</sup> Abdoulaye Mamadou    |
| 8 <sup>e</sup> Attitsogbe Koffi        | 24 <sup>e</sup> Avousse Louis        |
| 8 <sup>e</sup> Guenoukpati Georges     | 25 <sup>e</sup> Tatté Joseph         |
|  | 26 <sup>e</sup> Aloude A. Ferdinand  |
| 10 <sup>e</sup> Fare Bawa              | 26 <sup>e</sup> Ocloo Ananou         |
| 11 <sup>e</sup> Bawa Abdoulaye         | 28 <sup>e</sup> Yetor H. Grégoire    |
| 11 <sup>e</sup> Akakpovi K. Patrice    | 29 <sup>e</sup> M'Ba Jacques         |
|  | 30 <sup>e</sup> Kekeh Martin         |
| 13 <sup>e</sup> Maman Yacoubou Alidou  | 30 <sup>e</sup> Toketchala Benjamin  |
| 14 <sup>e</sup> Agbogan Sylvestre      | 32 <sup>e</sup> Amouzou Komi Nicolas |
| 15 <sup>e</sup> Tsolegnagbo K. Marco   | 33 <sup>e</sup> Kpelevi François     |
| 16 <sup>e</sup> Amego Ankou Barthélémy | 34 <sup>e</sup> Tsogli Joseph        |
|  | 35 <sup>e</sup> Amouzou William      |

36<sup>e</sup> Ayivi Simon  
 37<sup>e</sup> Alessou Alphonse  
 38<sup>e</sup> Amouzouvi Comi Pierre  
 39<sup>e</sup> Mawaya Christian  
 40<sup>e</sup> Djessou Gerson  
 41<sup>e</sup> Alema Y. Emmanuel  
 42<sup>e</sup> Koffi Chrétien  
 43<sup>e</sup> Alagbe Lazare  
 43<sup>e</sup> Ekue Léon

45<sup>e</sup>. Sounsa Emmanuel  
 B) Filles —  
 1<sup>re</sup> Akpandja Denise  
 2<sup>e</sup> Tamaklo Hélène  
 3<sup>e</sup> Adote Thérèse  
 4<sup>e</sup> Kossi Odile  
 5<sup>e</sup> Agbehonou Anasthasie.

ex-aequo

Sont déclarés définitivement admis au concours de recrutement des instituteurs-adjoints stagiaires (session du 1<sup>er</sup> septembre 1970) les candidats dont les noms suivent par ordre alphabétique:

Abouzi Hubert	Kawouvi Hope Nathaniel
Adognon Kokou Alexandre	Kpante Christine
Agbodjoe Confort	Napo Calixte
Alinde Maurice	Nator Pascal
Badjala Christophe	Nesse Yawovi Emmanuel
Bebedi Augustin	Noviavor Prosper
Dagban Ayivon Edmond	Palakasse Pombo.

## MINISTRE DU TRAVAIL, DES AFFAIRES SOCIALES ET DE LA FONCTION PUBLIQUE

### Intégrations

N° 476-MFP du 20-10-70 — M. Gnrofoun Kouassi Crépin, titulaire du brevet de qualification « Exploitation basse fréquence » (AT-2) du centre de formation de l'office de radio-diffusion télévision française, est admis dans le corps des fonctionnaires de la radiodiffusion en qualité de contrôleur technique de 2<sup>e</sup> classe 2<sup>e</sup> échelon stagiaire (catégorie B — indice 850) et mis à la disposition du ministre de l'information, de la presse et de la radiodiffusion (chapitre 28, article 4 du budget général).

Le présent arrêté aura effet pour compter de la date de prise de service de l'intéressé.

N° 477-MFP du 20-10-70 — Est et demeure rapporté en ce qui concerne M. Modji Louis, l'arrêté n° 233-MFP du 3 juin 1969 portant engagement.

M. Modji Louis, titulaire du BEPC et du CEAP est admis dans le corps des fonctionnaires de l'enseignement en qualité d'instituteur-adjoint de 3<sup>e</sup> classe 1<sup>er</sup> échelon (catégorie C — indice 550) et mis à la disposition du ministre de l'éducation nationale (chapitre 26, article 7 du budget général).

Le présent arrêté aura effet pour compter de la date de prise de service de l'intéressé.

N° 478-MFP du 20-10-70 — Est et demeure rapporté l'arrêté n° 560-MFP du 10 décembre 1968 portant intégration.

M. Gbandi Kokou Emmanuel, moniteur permanent de 6<sup>e</sup> catégorie échelle A, titulaire du CAP (menuiserie) et qui a en outre effectué avec succès un stage de perfectionnement en Allemagne Fédérale est intégré dans le corps des fonctionnaires de l'enseignement en qualité de professeur des collèges d'enseignement technique (catégorie B) dans les conditions suivantes :

1-10-66 — professeur technique 3<sup>e</sup> classe 1<sup>er</sup> échelon  
 1-10-68 — professeur technique 3<sup>e</sup> classe 2<sup>e</sup> échelon...

M. Gbandi reste mis à la disposition du ministre de l'éducation nationale.

Le présent arrêté a effet au point de vue de la solde pour compter de la date de sa signature.

N° 479-MFP du 20-10-70 — M. Kavege Basile, instituteur adjoint de 3<sup>e</sup> classe 4<sup>e</sup> échelon (indice 700) du corps des fonctionnaires de l'enseignement, titulaire du diplôme de l'institut panafricain pour le développement (spécialisation organisation et gestion des entreprises et coopératives) est intégré dans le corps des fonctionnaires de l'agriculture, de l'élevage, des eaux et forêts et du conditionnement des produits en qualité d'ingénieur adjoint d'agriculture de 3<sup>e</sup> classe 1<sup>er</sup> échelon stagiaire (catégorie B — indice 750).

Pendant la durée de son stage, M. Kavege est placé dans la position de détachement auprès du ministre de l'économie rurale (chapitre 20, article 14 du budget général) conformément aux dispositions de l'article 24 du décret n° 69-113 du 28 mai 1969.

Le présent arrêté aura effet pour compter de la date de prise de service de l'intéressé.

N° 480-MFP du 20-10-70 — M. d'Almeida Koffi Antoine, instituteur-adjoint de 3<sup>e</sup> classe 1<sup>er</sup> échelon (indice 550) du corps des fonctionnaires de l'enseignement, titulaire du diplôme de l'institut panafricain pour le développement (spécialisation : animation, éducation des adultes) est, en attendant la publication du statut particulier du corps des fonctionnaires des affaires sociales, intégré dans celui du personnel médical et technique de la santé publique en qualité d'assistant médico-social de 2<sup>e</sup> classe 1<sup>er</sup> échelon stagiaire (catégorie B — indice 750).

Pendant la durée de son stage, M. d'Almeida est placé dans la position de détachement auprès du ministre de l'économie rurale (chapitre 20, article 14 du budget général) conformément aux dispositions de l'article 24 du décret n° 69-113 du 28 mai 1969.

Le présent arrêté aura effet pour compter de la date de prise de service de l'intéressé.

N° 481-MFP du 20-10-70 — M. Sant'Anna Arafa, adjoint administratif de 2<sup>e</sup> classe 4<sup>e</sup> échelon (indice 700) du corps des fonctionnaires de l'administration générale, titulaire du diplôme de la capacité en droit est intégré dans le corps du personnel judiciaire en qualité de greffier de 2<sup>e</sup> classe 1<sup>er</sup> échelon stagiaire (catégorie B — indice 750).

Pendant la durée de son stage, M. Sant'Anna est placé dans la position de détachement auprès du ministre des finances, de l'économie et du plan conformément aux dispositions de l'article 24 du décret n° 69-113 du 28 mai 1969.

Le présent arrêté a effet pour compter de la date de sa signature.

N° 482-MFP du 20-10-70. — M. Alougouta Lokila Lucas, agent permanent de 4<sup>e</sup> catégorie échelle D, qui a effectué avec succès un stage de formation professionnelle aux Etats-Unis d'Amérique (réparation et entretien des engins de terrassement) est intégré comme suit dans le cadre des agents spécialisés du corps des fonctionnaires des travaux publics et des techniques industrielles (catégorie D) :

1-1-65 — ouvrier ordinaire 1<sup>er</sup> échelon  
 1-1-67 — ouvrier ordinaire 2<sup>e</sup> échelon  
 1-1-69 — ouvrier ordinaire 3<sup>e</sup> échelon.

M. Alougouta conserve son affectation actuelle.

Le présent arrêté a effet au point de vue de la solde pour compter de la date de sa signature.

N° 483-MFP du 20-10-70. — M.M. Bafeyi André et Sitti Gabriel, admis à l'examen probatoire du baccalauréat de l'enseignement du second degré sont intégrés dans le corps des fonctionnaires de l'enseignement en qualité d'instituteurs-adjoints de 3<sup>e</sup> classe 1<sup>er</sup> échelon stagiaires (catégorie C — indice 550) et mis à la disposition du ministre de l'éducation

nationale (chapitre 26, article 8, paragraphe 2 du budget général).

Le présent arrêté aura effet pour compter de la date de prise de service des intéressés.

N° 484-MFP du 20-10-70. — M. Bassari Ebia Joachim, agent permanent hors catégorie, élève titulaire de l'école pratique des hautes études qui a en outre suivi les cours d'études muséologiques de Linden (Pays Bas) est intégré dans le corps des fonctionnaires de l'administration générale en qualité de secrétaire d'administration dans les conditions suivantes :

- 16-7-63 — secrétaire d'administration 2<sup>e</sup> classe 1<sup>er</sup> échelon
- 16-7-65 — secrétaire d'administration 2<sup>e</sup> classe 2<sup>e</sup> échelon
- 16-7-67 — secrétaire d'administration 2<sup>e</sup> classe 3<sup>e</sup> échelon
- 16-7-69 — secrétaire d'administration 2<sup>e</sup> classe 4<sup>e</sup> échelon.

L'intéressé conserve son affectation actuelle.

Le présent arrêté a effet au point de vue de la solde pour compter de la date de sa signature.

N° 487-MFP du 22-10-70. — M. Nakpane Etienne, docteur en médecine de la faculté de médecine de l'université de Toulouse, ancien interne du centre hospitalier de Nice, titulaire de l'équivalence du certificat d'études spéciales de chirurgie générale, du certificat d'études spéciales de parasitologie médicale et technique et du certificat d'études spéciales d'électro-radiologie médicale, est admis dans le corps du personnel médical et technique de la santé publique en qualité de médecin ordinaire 3<sup>e</sup> échelon (catégorie A1 — indice 1.600) et mis à la disposition du ministre de la santé publique (chapitre 22, article 5 du budget général).

Une bonification d'ancienneté de 9 ans est accordée à l'intéressé dans les conditions suivantes :

- équivalence du certificat d'études spéciales de chirurgie générales : 5 ans ;
- certificat d'études spéciales d'électro-radiologie médicale : 3 ans ;
- certificat d'études spéciales de parasitologie médicale et technique : 1 an.

La situation administrative de M. Nakpane est reprise comme suit :

- Médecin ordinaire 3<sup>e</sup> échelon — A.C. : 9 ans
- Médecin ordinaire 4<sup>e</sup> échelon — A.C. : 7 ans.

Le présent arrêté aura effet pour compter de la date de prise de service de l'intéressé.

N° 493-MFP du 30-10-70. — M. Agbodji Christophe, adjoint administratif de 2<sup>e</sup> classe 4<sup>e</sup> échelon (indice 700) du corps des fonctionnaires de l'administration générale, titulaire de la capacité en droit est intégré dans le corps du personnel judiciaire en qualité de greffier de 2<sup>e</sup> classe 1<sup>er</sup> échelon stagiaire (catégorie B — indice 750).

Pendant la durée de son stage, M. Agbodji est placé dans la position de détachement auprès du garde des sceaux, ministre de la justice (chapitre 16, article 5 du budget général) en application de l'article 24 du décret n° 69-113 du 28 mai 1969.

Le présent arrêté a effet pour compter du 1<sup>er</sup> septembre 1970.

N° 498-MFP du 30-10-70 — Les instituteurs du corps des fonctionnaires de l'enseignement dont les noms suivent, titulaires du CAP-CEG (option sciences) sont nommés professeurs de 3<sup>e</sup> classe 1<sup>er</sup> échelon (catégorie A2 — indice 1.100) et restent mis à la disposition du ministre de l'éducation nationale (chapitre 26, article 6 du budget général).

Adotevi Etienne, instituteur de 2<sup>e</sup> classe 2<sup>e</sup> échelon

Agbodjan Richard, instituteur de 2<sup>e</sup> classe 1<sup>er</sup> échelon stagiaire ;

Aziagbe Frédéric, instituteur de 2<sup>e</sup> classe 1<sup>er</sup> échelon stagiaire ;

Medziko Gameti Reinfried, instituteur de 2<sup>e</sup> classe 1<sup>er</sup> échelon stagiaire ;

Motte Pierre, instituteur de 2<sup>e</sup> classe 1<sup>er</sup> échelon stagiaire ;

Sessinou Afanou, instituteur de 2<sup>e</sup> classe 1<sup>er</sup> échelon stagiaire.

Le présent arrêté a effet pour compter du 1<sup>er</sup> octobre 1970.

N° 499-MFP du 30-10-70 — MM. Hovi Eugène et Yoho Félix, infirmiers d'Etat de 2<sup>e</sup> classe 3<sup>e</sup> échelon du corps du personnel médical et technique de la santé publique, titulaires, du diplôme de masseur-kinésithérapeute sont nommés agents techniques de 2<sup>e</sup> classe 2<sup>e</sup> échelon (catégorie B — indice 850).

Le présent arrêté a effet au point de vue de l'ancienneté pour compter du 29 mars 1969 et au point de vue de la solde pour compter de la date de sa signature.

N° 500-MFP du 30-10-70. — M. Zoumaro Dominique, titulaire de la licence ès lettres et de la maîtrise de lettres classiques (faculté des lettres et sciences humaines de l'université de Bordeaux) est admis dans le corps des fonctionnaires de l'enseignement en qualité de professeur de 3<sup>e</sup> classe 2<sup>e</sup> échelon stagiaire (catégorie A1 — indice 1450) et mis à la disposition du ministre de l'éducation nationale (chapitre 26, article 5, paragraphe 4 du budget général).

Le présent arrêté aura effet pour compter de la date de prise de service de l'intéressé.

N° 501-MFP du 30-10-70 — M. Amenitor Kodjo David, titulaire du baccalauréat de l'enseignement secondaire est admis dans le corps des fonctionnaires de l'enseignement en qualité d'instituteur de 2<sup>e</sup> classe 1<sup>er</sup> échelon stagiaire (catégorie B — indice 750) et mis à la disposition du ministre de l'éducation nationale (chapitre 26, article 6 du budget général).

Le présent arrêté aura effet pour compter de la date de prise de service de l'intéressé.

N° 502-MFP du 30-10-70 — MM. Teko Michel et Zato Aboulaye, titulaire du baccalauréat de l'enseignement du second degré sont admis dans le corps des fonctionnaires de l'enseignement en qualité d'instituteurs de 2<sup>e</sup> classe 1<sup>er</sup> échelon stagiaires (catégorie B — indice 750) et mis à la disposition du ministre de l'éducation nationale (chapitre 26, article 6 du budget général).

Le présent arrêté aura effet pour compter de la date de prise de service des intéressés.

N° 503-MFP du 30-10-70 — M. Mathe Simon Pierre, titulaire du certificat d'aptitude à l'enseignement dans les collèges d'enseignement général, est admis dans le corps des fonctionnaires de l'enseignement en qualité de professeur de 3<sup>e</sup> classe 1<sup>er</sup> échelon (catégorie A 2 — indice 1100) et mis à la disposition du ministre de l'éducation nationale (chapitre 26, article 6 du budget général).

Le présent arrêté aura effet pour compter de la date de prise de service de l'intéressé.

N° 504-MFP du 30-10-70 — Mlle Djibom Régine, titulaire du diplôme d'Etat d'assistante de l'action sociale de l'école de formation sociale d'Abidjan est admise dans le corps du personnel médical et technique de la santé publique en qualité d'assistante médico-sociale de 2<sup>e</sup> classe 1<sup>er</sup> échelon stagiaire

(catégorie B — indice 750) et mise à la disposition du chef du service des affaires sociales (chapitre 24, article 6, paragraphe 6 du budget général).

Le présent arrêté aura effet pour compter de la date de prise de service de l'intéressée.

N° 506-MFP du 31-10-70 — Mme Barnabo Laali Marie Angèle, titulaire du BEPC est admise dans le corps des fonctionnaires de l'enseignement en qualité d'institutrice-adjointe de 3<sup>e</sup> classe 1<sup>er</sup> échelon stagiaire (catégorie C — indice 550) et mise à la disposition du ministre de l'éducation nationale (chapitre 26, article 7 du budget général).

Le présent arrêté aura effet pour compter de la date de prise de service de l'intéressée.

N° 510-MFP du 2-11-70 — M. Mathey Claude, secrétaire d'administration de 2<sup>e</sup> classe 4<sup>e</sup> échelon (indice 1050) du corps des fonctionnaires de l'administration générale, titulaire du diplôme de l'institut d'administration des entreprises de l'université d'Aix Marseille, est nommé attaché d'administration de 2<sup>e</sup> classe 1<sup>er</sup> échelon (catégorie A 2 — indice 1100) pour compter du 22 décembre 1969 — AC 1 a 11 m 21 jours.

### Titularisations et passages automatiques d'échelon

N° 492-MFP du 30-10-70 — MM. Creppy Ekoué Léopold et Lawson Eben-Ezer, adjoints techniques de 2<sup>e</sup> classe 1<sup>er</sup> échelon stagiaires du corps des fonctionnaires de la météorologie et de l'aéronautique civile, qui ont accompli l'année réglementaire de stage, sont titularisés dans leur emploi pour compter du 1<sup>er</sup> juillet 1969 — AC : 1 an.

MM. Creppy et Lawson sont élevés au 2<sup>e</sup> échelon de leur grade pour compter du 1<sup>er</sup> juillet 1970.

N° 496-MFP du 30-10-70 — M. Quenum Kofi Rigobert Marie, ingénieur des travaux de 2<sup>e</sup> classe 2<sup>e</sup> échelon stagiaire du corps des fonctionnaires de la météorologie et de l'aéronautique civile, qui a accompli l'année réglementaire de stage, est titularisé dans son emploi pour compter du 16 janvier 1969 — AC : un an.

M. Quenum est élevé au 3<sup>e</sup> échelon de son grade pour compter du 16 janvier 1970.

N° 1693-D-MFP du 30-10-70 — M. Tahoulan Antoine, inspecteur de 1<sup>re</sup> classe 1<sup>er</sup> échelon du corps des fonctionnaires des contributions directes est élevé au 2<sup>e</sup> échelon de son grade pour compter du 1<sup>er</sup> janvier 1970 — (A.C. 6 jours).

N° 1694-D-MFP du 30-10-70 — M. Quadjovie Romuald, professeur de 3<sup>e</sup> classe 2<sup>e</sup> échelon du corps des fonctionnaires de l'enseignement est élevé au 3<sup>e</sup> échelon de son grade pour compter du 1<sup>er</sup> avril 1970 — AC : 25 jours.

N° 1695-D-MFP du 30-10-70 — M. Lawson T. Moïse, surveillant principal 1<sup>er</sup> échelon du corps des fonctionnaires des travaux publics et des techniques industrielles est élevé au 2<sup>e</sup> échelon de son grade pour compter du 1<sup>er</sup> janvier 1970 (ancienneté épuisée).

N° 1696-D-MFP du 30-10-70 — M. Akogó Benjamin, instituteur-adjoint de 3<sup>e</sup> classe 3<sup>e</sup> échelon du corps des fonctionnaires de l'enseignement est élevé au 4<sup>e</sup> échelon de son grade pour compter du 1<sup>er</sup> octobre 1970 — A.C. : 1a 6m 19j.

N° 1724-D-MFP du 4-11-70 — M. Johnson Horatio, pharmacien en chef 2<sup>e</sup> échelon du corps du personnel médical et technique de la santé publique est élevé au 3<sup>e</sup> échelon de son grade pour compter du 11 juin 1970.

### Engagements

N° 1614-D-MFP du 20-10-70 — Les candidats dont les noms suivent sont engagés en qualité de chauffeurs permanents de 2<sup>e</sup> catégorie échelle A et mis à la disposition du ministre des finances, de l'économie et du plan :

chapitre 8 — article 17

Alassani Kodjovi Mohamadou (n° 5064/OE/SPMO du 2-2-70)

chapitre 8 — article 20

Amouzou Victorin (n° 7364/OE/SPMO du 9 septembre 1970)

chapitre 8 — article 7

Dermane Salifou (n° 5422/OE/SPMO du 23 février 1970).

La présente décision a effet pour compter de la date de sa signature.

N° 1615-D-MFP du 20-10-70 — M. Issifou Saïbou est engagé en qualité d'employé de bureau permanent de 3<sup>e</sup> catégorie échelle A et mis à la disposition du ministre de l'économie rurale (chapitre 20, article 9, paragraphe 1 du budget général).

La présente décision a effet pour compter de la date de sa signature.

N° 1616-D-MFP du 20-10-70 — Les candidats dont les noms suivent sont engagés en qualité d'agents permanents de 2<sup>e</sup> catégorie échelle A et mis à la disposition du ministre de l'économie rurale (chapitre 20, article 11 du budget général) :

Kpadé A. Moïse  
Borondie T. Michel  
Pataho B. Vincent  
Degli A. Gabriel.

La présente décision a effet pour compter de la date de sa signature.

N° 1617-D-MFP du 20-10-70 — Les agents temporaires ci-après désignés sont engagés dans les conditions suivantes et mis à la disposition du ministre de l'économie rurale (chapitre 20, article 13 du budget général) :

agents permanents 3<sup>e</sup> catégorie échelle A

Messanvi Gnakpogbé

Kolani T. Robert

agents permanents 2<sup>e</sup> catégorie échelle A

Kossi Nawanou Atakora

Kariko Zato.

La présente décision a effet pour compter de la date de sa signature.

N° 1618-D-MFP du 20-10-70 — M. Creppy Dodji Isaac, ex-inspecteur des impôts au Ghana est engagé en qualité d'agent d'administration au salaire mensuel de cinquante mille (50.000) frs et mis à la disposition du ministre des affaires étrangères (budget général, chapitre 12, article 2).

Pour les déplacements, l'intéressé est classé au groupe III.

La présente décision a effet pour compter de la date de sa signature.



N° 1619-D-MFP du 20-10-70 — Les candidats ci-après désignés sont engagés dans les conditions suivantes et mis à la disposition du ministre des finances, de l'économie et du plan (chapitre 8, article 20 du budget général) :

*chauffeur permanent 3<sup>e</sup> catégorie échelle A*

Aregba Ignace (n° 002481/69/OE du 21 juillet 1969)

*chauffeur permanent 2<sup>e</sup> catégorie échelle A*

Kpetigo Samuel (n° 1130/68/MO du 17 juillet 1968).

La présente décision a effet pour compter de la date de sa signature.

N° 1620-D-MFP du 20-10-70 — Les candidats ci-après désignés sont engagés en qualité d'aides-soignants permanents de 1<sup>re</sup> catégorie échelle A et mis à la disposition du ministre de la santé publique (budget autonome du centre national hospitalier de Tokoin) :

Abinata Marie. (n° 7454/OE/SPMO du 14-9-70)

Aboulaye Issaka (n° 7520/OE/SPMO du 16-9-70)

Allassani Zinabou Delphine (n° 7451/OE/SPMO du 14-9-70)

Esse Tchilalo (n° 7642/OE/SPMO du 23-9-70)

Kodjo Akoko Madeleine (n° 7455/OE/SPMO du 14-9-70)

Koumi K. Bénédicte (n° 7456/OE/SPMO du 14-9-70)

Placca Nadouvi Thérèse (n° 7452/OE/SPMO du 14-9-70)

Lemou Kossiwa Hélène (n° 7453/OE/SPMO du 14-9-70).

La présente décision a effet pour compter de la date de sa signature.

N° 1621-D-MFP du 20-10-70 — M. Kondo Zoumarou est engagé en qualité de chauffeur permanent de 4<sup>e</sup> catégorie échelle A et mis à la disposition du ministre de l'intérieur (budget général, chapitre 14, article 5, paragraphe 1).

La présente décision a effet pour compter de la date de sa signature.

N° 1683-D-MFP du 30-10-70 — M. Nonon Saa Christophe (n° 7736/OE/SPMO du 2 octobre 1970) est engagé en qualité d'employé de bureau de 3<sup>e</sup> catégorie échelle A et mis à la disposition du ministre de l'intérieur, en remplacement de M. Atsou Jean Agbavor, décédé (chapitre 14, article 5, paragraphe 1 du budget général).

La présente décision a effet pour compter de la date de sa signature.

N° 1684-D-MFP du 30-10-70 — M. Bakai Ata Valentin, employé de bureau de 4<sup>e</sup> catégorie échelle D, titulaire du B.E.P.C. est classé à la 5<sup>e</sup> catégorie échelle A pour compter du 1<sup>er</sup> juillet 1970.

La présente décision a effet au point de vue de la solde pour compter de la date de sa signature.

N° 1687-D-MFP du 30-10-70 — Mme Ayilloh, née Dullac Germaine (n° 7314/OE/SPMO du 4 septembre 1970) est engagée en qualité d'agent permanent de 5<sup>e</sup> catégorie échelle A et mise à la disposition du ministre des travaux publics, mines, transports, des postes et télécommunications (chapitre 18, article 5 du budget général).

La présente décision a effet pour compter de la date de sa signature.

N° 1728-D-MFP du 4-11-70 — Mlle Katamina Georgette (n° 78844/OE/SPMO du 7 octobre 1970) est engagée en qualité de dactylographe permanente de 3<sup>e</sup> catégorie échelle A et mise à la

disposition du ministre des travaux publics, des mines, des transports, des postes et télécommunications (chapitre 8, article 1, paragraphe 4, rubrique j du budget d'investissement).

La présente décision a effet pour compter de la date de sa signature.

N° 1730-D-MFP du 4-11-70 — M. Yao Edoh Gabriel est engagé en qualité de chauffeur permanent de 2<sup>e</sup> catégorie échelle A et mis à la disposition du garde des sceaux, ministre de la justice (chapitre 16, article 6 du budget général).

La présente décision a effet pour compter de la date de sa signature.

N° 1733-D-MFP du 5-11-70 — Mme. Gbatti Brigitte, née Sonhayé (n° 7851/IE/SPMO du 9 octobre 1970) est engagée en qualité de monitrice permanente de 3<sup>e</sup> catégorie échelle A et mise à la disposition du ministre de l'éducation nationale (chapitre 26, article 7 du budget général).

La présente décision a effet pour compter de la date de sa signature.

### Classement

N° 1688-D-MFP du 30-10-70 — Est et demeure rapportée la décision n° 1759-MFP du 3 décembre 1968 portant classement de M. Anthony Rubin.

M. Anthony Rubin, tourneur permanent échelle F échelon 7 (n° mle 10072) de la convention collective ferroviaire, est classé à la 5<sup>e</sup> catégorie échelle A des agents permanents du secteur public — (AC. dans l'échelon 9 mois).

La présente décision a effet au point de vue de l'ancienneté pour compter du 1<sup>er</sup> mai 1968 et au point de vue de la solde pour compter du 1<sup>er</sup> juillet 1970.

### Admission au concours d'entrée à l'ENA

N° 491-MFP-ENA du 29-10-70 — Conformément aux dispositions de l'arrêté n° 266-MTAS-FP du 29 juin 1970, sont déclarés admis, par ordre de mérite, au concours d'entrée à l'E.N.A. (promotion 1970-1972) les candidats dont les noms suivent :

Topeglo Logossou Maurice	Lawson Blaise
Apetse Paulin	Agbetiafa Louis
Folikoué Lambert Gabriel	Koffi Paulin
Bale Bako Germain	Brassier Charlemagne
Amouzougan Dovi Raymond	Mabalo Kagnatou
Djignikpo Bassan Jules	Agoro Assoumanou
Agbadan Bernard	Kao Yao Constant
Teky Michelus	Adam Fousséni
Akoto Amévi Thomas	Asaala Samuel
Wounessama Alagsani Yao	Bayor Sofiane
Missoh Christian	Bissari Christophe
Messan Claude	Bakai Valentin
Kpandja Gabriel	Miziyawa Labaran

La rentrée des classes est fixée au jeudi 5 novembre 1970 à huit heures. Les nouveaux élèves devront se présenter au secrétariat général de l'E.N.A., à la date précisée, munis d'une pièce d'identité.

Le directeur de l'E.N.A. est chargé de l'exécution du présent arrêté.

### Admission au concours de recrutement de préposés des douanes

N° 1697-D-MFP du 30/10/70 — Sont déclarés définitivement admis par ordre de mérite au concours direct pour le recrutement du 15 préposés des douanes ouvert par arrêté n° 218-MFP du 26 mai 1970, les candidats dont les noms suivent :



Adoté Laurent  
Akplassou Agbévéhou  
Kouwadan Christian  
Aouté K. Christophe  
Alover Jonas  
Kangni Ebo Alex  
Akakpo K. Sylvain  
Dossou Nyébéné Vincent

Akpabie Jean-Marie  
Améwonou Vincent  
Noukounou Emmanuel  
Amah Ayih Eben-Ezer  
Assima Issa Claude  
Gbenouui Germain  
Alaba Koffi.

### Radiation et réengagement

N° 1689-D-MFP du 30-10-70 — Mme Bawa, née Adoyi Zélia, agent permanent de 5<sup>e</sup> catégorie échelle A, titulaire du brevet d'études commerciales est rayée du statut des agents permanents et réengagée en qualité d'employée de bureau au salaire mensuel de vingt cinq mille (25.000) francs et mise à la disposition du ministre de l'éducation nationale (chapitre 26, article 7 du budget général).

La présente décision a effet pour compter du 1<sup>er</sup> octobre 1970.

### Incarcérations

N° 1660-D-MFP du 24-10-70 — Est constatée pour compter du 31 août 1970, l'incarcération de M. Boissi Sondo, chauffeur permanent de 4<sup>e</sup> catégorie échelle A, en service à la subdivision des travaux publics de Lama-Kara.

Pendant l'incarcération, l'intéressé n'aura droit à aucune rémunération.

N° 1661-D-MFP du 24-10-70 — Est constatée pour compter du 30 septembre 1970, l'incarcération des agents ci-après désignés : Mensah Roger, agent d'administration en service à la mairie de Lomé

Laré Landagou, agent permanent de 2<sup>e</sup> catégorie échelle D, en service au ministère des finances.

Pendant l'incarcération, les intéressés n'auront droit à aucune rémunération.

N° 488-MFP du 24-10-70 — Est constatée pour compter du 30 septembre 1970, l'incarcération des fonctionnaires dont les noms suivent :

Fiadjoe Edmond Robert, médecin en chef 3<sup>e</sup> échelon  
Atidépé Marc, médecin en chef 3<sup>e</sup> échelon  
Wilson Tètè Charlemagne, inspecteur des impôts de 1<sup>re</sup> classe 2<sup>e</sup> échelon.

Dobli Djibbilou, instituteur-adjoint de 3<sup>e</sup> classe 1<sup>er</sup> échelon  
Durant leur incarcération, les intéressés n'auront droit à aucun traitement.

### Sanction disciplinaire

N° 507-MFP du 2-11-70 — Un blâme avec inscription au dossier est infligé à M. Attaty Emmanuel, instituteur-adjoint de 3<sup>e</sup> classe 1<sup>er</sup> échelon stagiaire en service à Agouévé (Lomé) pour mauvaise conduite et insubordination.

### Révocation

N° 490-MFP du 24-10-70 — M. Gbenado Manassé, infirmier d'Etat de 2<sup>e</sup> classe 3<sup>e</sup> échelon en service à la subdivision sanitaire de Mango, est révoqué de ses fonctions sans suspension de droit à pension.

Le présent arrêté aura effet pour compter du 1<sup>er</sup> décembre 1970.

## MINISTERE DE LA SANTE PUBLIQUE

### Admission en première année des écoles paramédicales

N° 1168-D-MSP-EPM du 29-10-70 — Sont déclarés admis en première année des écoles Paramédicales du Togo, promotion 1970-1972, les candidats dont les noms suivent, par ordre de mérite :

#### ECOLE NATIONALE DES INFIRMIERS ET INFIRMIERES

Eklou-Natey Marie (sur titre)	Agbonon Hyppolyte
Konou Michel (sur titre)	Niamgoulam Martine
Fioklou Georges	Amegée Y. Renée
Noukunu Emmanuel	Kontiwa Tissoa
Noukamewor Fandonougbo	Meme Coussa
Awoussa Djobo	Fare Djato
Pereira Chaffiou	Garr Anne-Marie
Dza David	Welbeck Flora
Agrignan Abou Kérin	Kota Ablavi Thérèse
N'Ditsi Paul	Tchassama Salamatou
Sokpo Julienne	Tangou Firmin
N'Biema Abdoulaye	Abalo Kpédiha Chrétien
Boundjou Benjamin	Balaka Yao
Dogo Omorou	Samson Odou Gérard
Agboe Victorine	Aboudou Abou Wattara
Adabra Robert	Ouro Mah Derman
Lawson Faustine	Ayawo Nzonou Eloi
Sambiani Anatole	Abidji Martine.

#### ECOLE NATIONALE DES ASSISTANTS D'HYGIENE

Koumi Pierre	N'Sougan Bernard
Boukari B. Franklin	Abala Ernest
Lawson F. Pascal	Mamam Yacoubou Alidou
Bogoye Tchao	Abala Tandjoma Innocent
Ghati Derman	Dekou Alex

#### ECOLE NATIONALE DES LABORANTINS & LABORANTINES

Kueviako D. Raphaël	Balawui Sylvain
Mme Amouzou Justine	Tsedi K. Benoît
Amidou Boukari	Aziabé Angèle
Mozino Padérém	Bohm Cosme
Badoioun M. Thomas	Abdoulaye Mamadou
Mensah Paul	Tetegan Richard
Salifou Moussa	Domdi Nicodème
Togbo Ocloo Alphonse	Koussogbo Romuald

La présente décision a effet pour compter du 1<sup>er</sup> octobre 1970.

## MINISTERE DE L'INFORMATION, DE LA PRESSE ET DE LA RADIODIFFUSION

ARRETE N° 1/MINFO du 5/11/70 portant création d'un périodique.

LE MINISTRE DE L'INFORMATION, DE LA PRESSE  
ET DE LA RADIODIFFUSION,

Vu les nécessités du service,

### ARRETE :

Article premier — Il est créé par le ministre de l'information, de la presse et de la radiodiffusion une revue mensuelle qui a pour titre « **ESPOIR DE LA NATION TOGOLAISE** ».

La direction de cette revue est assurée par le directeur du service de l'information et de la presse.

Art. 2 — « **ESPOIR DE LA NATION TOGOLAISE** » est une revue à vocation essentiellement nationale qui se propose de mieux faire connaître le Togo aux togolais en créant des liens permanents entre toutes les populations de notre pays.

Pour cela elle s'attachera à exposer, développer et commenter tout ce qui peut concerner le Togo aussi bien dans son ensemble que dans ses composantes.

Art. 3 — Les dépenses afférentes à la rédaction, l'impression, la publication et la diffusion de cette revue seront supportées par le budget général, chapitres 28 et 29, articles 5 et 4.

Les recettes, de quelque nature qu'elles soient, réalisées notamment par la publicité dans la revue, sa vente et les abonnements souscrits, seront versées au budget général, paragraphe II, ligne 38, rubrique « Recettes du service de l'information ».

Art. 4 — Le directeur du service de l'information et de la presse est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera communiqué partout où besoin sera.

Lomé, le 5 novembre 1970  
F. D. Ali

## TEXTES PUBLIES A TITRE D'INFORMATION

### MINISTÈRE DU COMMERCE, DE L'INDUSTRIE ET DU TOURISME

#### Exclusivité dans l'importation des cigarettes BATC

N° 709-MCIT du 27-10-70 — L'exclusivité à l'importation des cigarettes BATC (Marque States Express 555) est accordée à la société « The United Africa Company LTD » (U.A.C.) conformément aux dispositions de l'article 3 du décret n° 67-99 du 22 avril 1967.

Le présent arrêté prend effet à compter de la date de sa signature.

## PARTIE NON OFFICIELLE

### AVIS, COMMUNICATIONS ET ANNONCES

### CONSERVATION DE LA PROPRIÉTÉ FONCIÈRE

#### Avis de demande d'immatriculation

(Le service du journal officiel décline toute responsabilité quant à la teneur des actes publiés sous cette rubrique).

Toutes personnes intéressées sont admises à formuler opposition aux présentes immatriculations en main du conservateur soussigné, dans un délai de trois mois à compter de l'affichage des présents avis, qui aura lieu incessamment en l'auditoire du tribunal de droit moderne de première instance de Lomé.

Suivant réquisition, n° 5583, déposée le 5 octobre 1970, le sieur Houmlédé Akuté Winfried, profession d'ouvrier des T.P. en retraite, demeurant et domicilié à Lomé Tokoin, majeur non interdit jouissant de ses droits civils de nationalité togolaise demande l'immatriculation au Livre foncier de la République togolaise d'un immeuble urbain bâti, consistant en un terrain en forme d'un quadrilatère irrégulier d'une contenance totale de 5 as 99 cas situé à Lomé Tokoin, connu sous le nom d'Elavagnon et borné au nord par les lots n° 62 et 63, au sud par une rue en projet, à l'est par Kpanté Mamah et à l'ouest par le lot n° 51.

Il déclare que ledit immeuble lui appartient et n'est, à sa connaissance, grevé d'aucuns droits ou charges réels, actuels ou éventuels.

Suivant réquisition, n° 5584, déposée le 8 octobre 1970, le sieur Etienne Edoh Vovor, profession de caissier à la Banque Centrale demeurant et domicilié à Lomé, majeur non interdit jouissant de ses droits civils de nationalité togolaise, demande l'immatriculation au Livre foncier de la République togolaise, d'un immeuble rural non bâti, consistant en un terrain en forme d'un quadrilatère irrégulier d'une contenance totale de 50 as 48 cas situé à Aflao, circonscription administrative de Lomé connu sous le nom de Gakli et borné au nord, à l'est, à l'ouest par Apedido Gaglozo Wouou et au sud par l'emprise du Chemin de Fer Lomé-Palimé.

Il déclare que ledit immeuble lui appartient et n'est, à sa connaissance, grevé d'aucuns droits ou charges réels, actuels ou éventuels.

Suivant réquisition, n° 5585, déposée le 9 octobre 1970, le sieur Antoine Anani Mathias, profession de pharmacien demeurant et domicilié à Lomé Avenue de la Libération majeur non interdit jouissant de ses droits civils de nationalité Togolaise demande l'immatriculation au livre foncier de la République togolaise, d'un immeuble rural non bâti, consistant en un terrain en forme d'un quadrilatère irrégulier d'une contenance totale de 1 ha 60 as 38 cas situé à Baguida, circonscription administrative de Lomé et borné au sud, à l'ouest par Adekou, au nord par Adjag'o Combey et à l'est par Félício de Souza.

Il déclare que ledit immeuble lui appartient et n'est, à sa connaissance, grevé d'aucuns droits ou charges réels, actuels ou éventuels.

Suivant réquisition, n° 5586, déposée le 16 octobre 1970 le sieur Houenassou K. Pascal, profession de Cammerçant (T.A.C.O.) demeurant et domicilié à Lomé, 24 rue du grand marché, majeur non interdit jouissant de ses droits civils de nationalité togolaise demande l'immatriculation au livre foncier de la République togolaise, d'un immeuble rural non bâti, consistant en un terrain en forme d'un polygone irrégulier d'une contenance total ede 91 as 10 cas situé à Kélégon, circonscription administrative de Lomé et borné au nord, à l'ouest par Hoka Ghongli, au sud et à l'est par Kpé-kpe-Tsonkpé.

Il déclare que ledit immeuble lui appartient et n'est, à sa connaissance, grevé d'aucuns droits ou charges réels actuels ou éventuels.

Suivant réquisition, n° 5587, déposée le 19 octobre 1970, le sieur Alandou Yussuff Schoaeb Dovi, profession de fonctionnaire aux finances demeurant et domicilié à Lomé 26, Rue de la Gare (Anagokomé) majeur non interdit jouissant de ses droits civils de nationalité togolaise demande l'immatriculation au livre foncier de la République togolaise d'un immeuble rural non bâti, consistant en un terrain en forme d'un polygone irrégulier d'une contenance totale de 1 ha 13 as 92 cas situé à Lomé Aflao circonscription administrative de Lomé connu sous le nom de Gakli et borné au nord par Agbodogbo, au sud par l'emprise du Chemin de Fer, à l'est par Ledi et à l'ouest par Gaglozo.

Il déclare que ledit immeuble lui appartient et n'est, à sa connaissance, grevé d'aucuns droits ou charges réels, actuels ou éventuels.

Suivant réquisition, n° 5588, déposée le 22 octobre 1970, le sieur Koffi Samuel Sossouvi, profession de gendarme demeurant et domicilié à Lomé, majeur non interdit jouissant de ses droits civils de nationalité togolaise, demande l'immatriculation au livre foncier de la République togolaise, d'un immeuble urbain non bâti, consistant en un terrain en forme d'un quadrilatère irrégulier

d'une contenance totale de 4 as 94 cas situé à Lomé, connu sous le nom de Tokoin et borné au nord, à l'ouest par Adjallé Dadzie, au sud à l'est par des rues en projet.

Il déclare que ledit immeuble lui appartient et n'est, à sa connaissance, grevé d'aucuns droits ou charges réels, actuels ou éventuels.

Suivant réquisition, n° 5589, déposée le 26 octobre 1970, la dame Ségbéfia Francisca, née Tagayi, profession de sage-femme, demeurant et domicilié à Lomé, majeure non interdite jouissant de ses droits civils de nationalité togolaise demande l'immatriculation au livre foncier de la République togolaise, d'un immeuble rural non bâti, consistant en un terrain en forme d'un polygone irrégulier d'une contenance totale de 34 as, 03 cas, situé à Lomé Bè, connu sous le nom de Klikamé et borné au nord par Ayawo Apétogbo et Kokou Galé Apétogbo, au sud par Yehouessi Eugène, à l'est par Awalégbédi Ayao Jean et à l'ouest par l'emprise du chemin de fer.

Elle déclare que ledit immeuble lui appartient et n'est, à sa connaissance, grevé d'aucuns droits ou charges réels, actuels ou éventuels.

Suivant réquisition, n° 5590, déposée le 26 octobre 1970, le sieur Ségbéfia Ephraïm Louis, profession de chef section B.C.E. A.O., demeurant et domicilié à Lomé, co-proprétaire de madame Francisca Ségbéfia, née Tagayi, sage-femme à Lomé, majeur non interdit jouissant de ses droits civils de nationalité togolaise, demande l'immatriculation au livre foncier de la République togolaise, d'un immeuble rural, non bâti, consistant en un terrain en forme d'un polygone irrégulier d'une contenance totale de 92 as 66 cas, situé à Bè, circ. adm. de Lomé, connu sous le nom de Massouhouen et borné au nord par Nouvon Dagadogo, au sud par Aba Dagadogo, à l'est par Agédji Adjoh et à l'ouest par Nyakeli Dagadogo.

Ils déclarent que ledit immeuble leur appartient et n'est, à leur connaissance, grevé d'aucuns droits ou charges réels, actuels ou éventuels.

Suivant réquisition, n° 5591, déposée le 26 octobre 1970, la dame Dagadji Augusta profession de revendeuse, demeurant et domiciliée à Lomé s/c de M. Assimah Victor à la Cie F.A.O Lomé majeure non interdite jouissant de ses droits civils de nationalité togolaise demande l'immatriculation au livre foncier de la République togolaise, d'un immeuble urbain non bâti, consistant en un terrain en forme d'un quadrilatère irrégulier d'une contenance totale de 5 as 86 cas situé à Lomé Tokoin connu sous le nom de St Joseph et borné au nord par une place publique, au sud par Lankpankpan, à l'est par une rue en projet et à l'ouest par Adjallé Djahlin.

Elle déclare que ledit immeuble lui appartient et n'est, à sa connaissance, grevé d'aucuns droits ou charges réels, actuels ou éventuels.

Suivant réquisition, n° 5592, déposée le 26 octobre 1970, la dame Ayité Ayélé Lydia, née Amégan, profession de revendeuse, demeurant et domiciliée à Lomé s/c de M. Ayité Saturnin à l'aviation demande l'immatriculation au livre foncier de la République togolaise, d'un immeuble urbain non bâti, consistant en un terrain en forme d'un quadrilatère irrégulier d'une contenance totale de 7 as 66 cas, situé à Lomé Bè, connu sous le nom d'Apéyéme et borné

au nord par Aglo Assioko, au sud par une rue en projet, à l'est par Agbodan et à l'ouest par Kouglénou E. Christophe.

Elle déclare que ledit immeuble lui appartient et n'est, à sa connaissance, grevé d'aucuns droits ou charges réels, actuels ou éventuels.

Suivant réquisition, n° 5593, déposée le 26 octobre 1970, le sieur Braimah Alawoé, profession de chauffeur, demeurant et domicilié à Lomé Nyékonakpoé majeur non interdit jouissant de ses droits civils de nationalité togolaise demande l'immatriculation au livre foncier de la République togolaise, d'un immeuble urbain non bâti, consistant en un terrain en forme d'un quadrilatère irrégulier d'une contenance totale de 2 as 90 cas situé à Lomé connu sous le nom de Nyékonakpoé et borné au nord, au sud par Kekey Aho, à l'est par Kekey Kossi et à l'ouest par une rue en projet.

Il déclare que ledit immeuble lui appartient et n'est, à sa connaissance, grevé d'aucuns droits ou charges réels, actuels ou éventuels.

Suivant réquisition, n° 5594, déposée le 27 octobre 1970, le sieur Nénoune K. Jean, profession de pasteur à la mission évangélique, demeurant et domicilié à Lomé, majeur non interdit jouissant de ses droits civils de nationalité togolaise, demande l'immatriculation au livre foncier de la République togolaise, d'un immeuble urbain non bâti, consistant en un terrain en forme d'un quadrilatère irrégulier d'une contenance totale de 1 a 68 cas situé à Lomé Amour-tivé connu sous le nom d'Amoutivé et borné au nord par Zankou, au sud par un passage de 2 mètres, à l'est par Akoussan Joseph et à l'ouest par le prolongement de la rue de France.

Il déclare que ledit immeuble lui appartient et n'est, à sa connaissance, grevé d'aucuns droits ou charges réels, actuels ou éventuels.

Suivant réquisition, n° 5595, déposée le 28 octobre 1970, le sieur Mama Adamou, profession de commerçant, demeurant et domicilié à Lomé 3, rue Maréchal Foch majeur non interdit jouissant de ses droits civils de nationalité togolaise demande l'immatriculation au livre foncier de la République togolaise, d'un immeuble urbain non bâti, consistant en un terrain en forme d'un quadrilatère irrégulier d'une contenance totale de 5 as 00 ca situé à Lomé, connu sous le nom de Tokoin et borné au nord par une rue en projet, au sud par Gnamakou Justin, à l'est par la famille Zankou et à l'ouest par Hunzunkin Casimir T.F. n° 5081.

Il déclare que ledit immeuble lui appartient et n'est, à sa connaissance, grevé d'aucuns droits ou charges réels, actuels ou éventuels.

Suivant réquisition, n° 5596, déposée le 30 octobre 1970 le sieur Eugène Laban, profession d'inspecteur des douanes, demeurant et domicilié à Lomé, s/c de M. Anoumou Folly, 2, rue St Raphaël majeur non interdit jouissant de ses droits civils de nationalité togolaise, demande l'immatriculation au livre foncier de la République togolaise, d'un immeuble rural non bâti, consistant en un terrain en forme d'un polygone irrégulier d'une contenance totale de 39 as 89 cas, situé à Aflao, circonscription administrative de Lomé connu sous le nom de Soviépe et borné au nord par la route Lomé Palimé, au sud, à l'est par la collectivité Klutsé Gbonsou et à l'ouest par Damien Essien et Comlan Gavon.

Il déclare que ledit immeuble lui appartient et n'est, à sa connaissance, grevé d'aucuns droits ou charges réels, actuels ou éventuels.

Suivant réquisition, n° 5597, déposée le 31 octobre 1970, le sieur Elie de Souza, profession d'agent technique de la santé publique, demeurant et domicilié à Lomé majeur non interdit jouissant de ses droits civils de nationalité togolaise, demande l'immatriculation au livre foncier de la République togolaise, d'un immeuble urbain non bâti consistant en un terrain en forme d'un quadrilatère irrégulier d'une contenance totale de 5as 38cas, situé à Lomé, connu sous le nom de Tokoin Ouest et borné au nord par Gomez, au sud, à l'est par des rues en projet et à l'ouest par P. Dadzie.

Il déclare que ledit immeuble lui appartient et n'est, à sa connaissance, grevé d'aucuns droits ou charges réels, actuels ou éventuels.

*Le conservateur de la propriété foncière,*

E. K. Dogbé

#### RECEPISSES DE DECLARATION D'ASSOCIATIONS

N° 1514-INT-APA du 24-11-70

**TITRE DE L'ASSOCIATION :** « Les carriers de Klouto »

**BUTS :** a) — Regrouper tous les extracteurs de sable et de gravier ;

b) — Instituer un prix unique du mètre cube ;

c) — Vendre tous les matériaux de construction.

*Siège Social :* Tové — Ati (Circonscription de Klouto).

*Pièces Annexées*

*A la déclaration :* Statuts et liste des membres du bureau directeur.

(N° 1523-INT-APA du 27-11-70)

**TITRE DE L'ASSOCIATION :** « Union des Ressortissants d'Agomé-Glozou ».

**BUTS :** a) Unir tous les ressortissants d'Agomé-Glozou résidant à Lomé.

b) Entretenir des sentiments de cordialité, de solidarité et de fraternité entre tous ses membres ;

c) Etudier et chercher les solutions nécessaires aux divers problèmes intéressant leur village ;

d) Organiser des fêtes de réjouissance : jeux de tam-tam, danses, cantate, théâtre, sports, pique-nique.

*Siège Social :* LOME B.P. 7135.

*Pièces Annexées à la déclaration :* Statuts et liste des membres du bureau directeur.



